



1.	Leçons de la mort de Ben Laden.....	2
2.	Le 2 mai 2011, un scrutin des émotions	3
3.	Libye : Harper salit le drapeau rouge canadien dans un fleuve de sang !!!	5
4.	Du pétrole libyen au pétrole québécois.....	7
5.	Le décrochage scolaire, un des symptômes d'une décadence systémique	9
6.	Légiférer sur la cendre humaine, encadrer la crémation.....	10
7.	Les corridors de la corruption au Québec	11
8.	Une Motion battue d'avance	14
9.	Le Québec infertile de Leadership politique.....	15
10.	Chasser CHAREST, JEAN revient au galop !.....	17
11.	Vents favorables ou néfastes à l'indépendance	18
12.	Québec : un test de vision gouvernementale, avant ou sans statut de pays	19
13.	Alerte au peuple québécois	20
14.	Tirer des leçons du spectacle Maclean's	21
15.	Le Canada derrière les portes fermées du conseil de sécurité.	23
16.	Un nouveau parti québécois au dessus des partis existants	26
17.	La part des médias dans la pollution mentale et culturelle au Québec	28
18.	ONU : des génocidaires rwandais payés et habillés comme des humanitaires.....	30
19.	Commission Bastarache, pilule du lendemain pour un viol collectif	32
20.	Qui croire St-Jean ou St-Marc ? TOUT FAUX	34
21.	La conduite dangereuse sur l'autoroute de la Souveraineté	35
22.	Chassons nos peurs, et soyons souverains	37
23.	Avortement : péché ou progrès	39
24.	Le pire de la crise et des scandales : une civière sur le dos du malade.....	41
25.	Du nationalisme de minorité au populisme de nationalité.....	43
26.	Le Canada auto-démembré ! Bientôt démantelé ?.....	45
27.	Guerre des catastrophes	47
28.	Trop grand le Québec dans le Canada, et le Canada dans le Québec ?	48
29.	Gouverner et prendre des risques.....	49
30.	Souveraineté revisitée : entre cultures et capitaux	50
31.	Enigmatique génocide rwandais	52
32.	Gardez-moi des « antiracistes »	55
33.	Un génocide aux couleurs de la justice.....	56
34.	Remettez-moi mon sac d'épicerie, ou la voiture électrique.	59
35.	Imbroglie souverainiste	61
36.	Trop faible qualité de tests de cancer.....	66
37.	Morale du cours d'éthique et de l'histoire de la religion.	68

1. Leçons de la mort de Ben Laden

2 mai 2011, 10:37:49 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Je ne suis pas un « ladeneux », loin de là. Mais jamais je ne me réjouirais d'un mort. Son sort ne me préoccupe pas non plus, plutôt la manière qu'il nous fait réagir.

Ben Laden est mort. L'annonce faite par le président Obama réveille les foules qui envahissent la place publique en délire. Les médias et les leaders de notre univers se relayent en boucle le chant victorieux. Se réjouir de la mort, c'est un non-sens et un aveu de bassesse plus que de faiblesse. On ne fête pas la mort, encore moins avoir donné la mort quand on a le choix de neutraliser l'ennemi. Nobles, nos forces se doivent d'observer religieusement des égards envers la vie, et le deuil envers la mort, peu importe de qui. C'est ça être évolué.

Ben Laden mort, et l'on sabre le champagne ! Une victoire contre le terrorisme, qui des dires d'un aveugle chroniqueur de Radio-Canada, entre autres, se trouve orpheline et sans guide spirituel. Légère déduction. Je me souviens déjà vingt et un an plus tôt, au Rwanda le pays fêtait la mort de Fred Rwigema, leader de la rébellion FPR, avant de sombrer trois ans plus tard dans le génocide. En 90, j'étais ici au Canada, et je me suis indigné. Au Rwanda, je l'aurais payé trop cher, de vouloir freiner la folie. Nul n'est digne ni lucide de fêter la mort. Il y a 2 mille ans, le guide spirituel des chrétiens périssait sur une croix de bois. Les populations ont célébré la fin de sa cause, au point de relaxer des criminels impénitents. Aujourd'hui son idéologie résiste encore contre vents et marrées.

La mort de Ben Laden ne peut pas signifier celle du terrorisme. Il convient plutôt de cibler les causes et les nutriments de cette folie. Qu'on en parle et qu'on se parle, il y a bien des motifs qui expliquent l'impensable. A date, tout semble indiquer que le terrorisme est une arme plus qu'une idéologie. A qui sert-il, réellement ? Interdit d'y voir clair. Ainsi l'on ne voudra pas examiner ouvertement ses tenants et ses aboutissants. En admettant que Ben Laden n'est plus une menace, le président Obama pourrait-il fermer le grand chapitre de la guerre au terrorisme ? Je ne suis pas naïf pour m'imaginer que tel serait un souhait des grands de ce monde.

2. Le 2 mai 2011, un scrutin des émotions

2 mai 2011, 09:37:37 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

En période électorale, le vote préoccupe les candidats et les staffs de partis. Peut-on en dire autant des partisans et des électeurs ? Autant les candidats offrent de mieux servir les intérêts des électeurs, autant ces derniers ne savent réellement pas pour quoi voter. Au fond, une opinion favorable ou défavorable, vaut un vote. Mais le vote vaut plus qu'une opinion. Celle-ci précède le vote. C'est évident d'établir le passage de l'opinion au vote. Et après le vote ? Ici, le flou s'installe.

Biens des gens verront les résultats du scrutin en termes de victoire ou de défaite, des nombres de votes ou de sièges. Pour certains, l'élection est une sorte de championnat, et les élus sont des médaillés. Or, la réalité est que l'élu est couronné avant d'avoir commencé la course. Le vote donne accès au forum de grands décideurs, lequel préside à la gouvernance des destins nationaux. Voter c'est donc décider de l'avenir. Si ce postulat ne laisse aucune ombre de doute, il n'est par contre pas évident de voir à travers l'opinion votante vers quel avenir on se dirige. Le présent scrutin est à cet effet révélateur.

En route vers la soirée du lundi 2ème de Mai, l'électeur canadien se trouve dans la croisée de quatre chemins. Trois mènent à des destinations inconnues, et un quatrième forme un cul-de-sac. Je m'arrête ici, lis et m'interroge. Pourquoi vote-t-on conservateur, pourquoi vote-t-on néo-démocrate, pourquoi voter libéral ? Avant le vote, la réponse vient facilement. C'est par contre l'aboutissement qui rend l'exercice bien corsé. Seul le vote pour le Bloc a l'avantage d'être clair, on voit où il mène. L'aventure canadienne n'intéresse pas l'électeur qui croit que son destin est attaché au Québec, indépendamment du ROC (rest of Canada). Mais ne votent pas Bloc que des souverainistes, pour bien des raisons, dont certaines personnelles et d'autres d'opinion citoyenne. Est-ce que l'opinion qui mène au vote traduit l'état de conscience de la direction voulue pour le pays ?

La surprise de cette campagne aura été la montée néo-démocrate. Pourquoi le NPD séduit-il autant ? Oui, il y a l'effet du capital de sympathie de Jack Layton, mais l'avenir sur son chemin est imprévisible en dehors du spectre d'improvisations. Deux questions à ce sujet retiennent mon attention : qu'est-ce qui nourrit cette sympathie, et que sait l'électeur moyen du pays que projettent de bâtir les néo-démocrates ? Fermons les yeux et accordons-leur la chance, après tout le vote est tout sauf rationnel, signe un chroniqueur anonyme. Dirait-il la même chose pour le Partie Vert ? Probablement si Jack Layton en était le chef.

Selon Denise Bombardier commentant la performance du NPD dans les sondages, la vague partie du Québec viendrait des émotions que soulève l'état de santé de Monsieur Layton. Denise a certes raison, mais pas tout à fait. En effet, le tournant arrive en cours de parcours, alors que la santé de Layton est dans le décor dès le départ. L'étincelle est venue du débat des chefs, d'un court moment de tapes amicales entre Jack et Gilles. « Gilles, tu joue en défense et tu ne peux scorer », fit Jack. La réplique fut rapide, d'apparence brillante : « Jack, tu sais que tu ne peux pas être premier ministre ... ». Cette phrase aurait retenti dans les cœurs des Québécois, à l'avantage de Jack. Mais ceci n'explique pas tout. Il y a par-dessus tout un effet « sondage » important à ne pas négliger. Et je crois que le facteur « sondage » a un effet multiplicateur incommensurable. Qu'advierait-il d'une flamme émotive soumise aux vents

d'idées dans un débat démocratique ? Elle ne résisterait certainement pas. Mais hélas voici que les sondages lui servent de paravent, et ainsi la vague peut grossir.

Dès le début de la campagne, les sondages ont sournoisement volé la vedette aux idées. D'aucuns seront d'avis que l'issue du scrutin aurait pu être meilleure, si les sondages avaient laissé assez d'espace aux débats d'idées pour la formation de l'opinion votante. A cor et à cri, je m'inscris en faux contre le sondage. D'une part, c'est une sorte de décompte avancé d'un vote que la loi veut secret. Ensuite, rien ne permet d'attacher aux sondeurs des attributs de démocratie. Qui sont-ils, quels intérêts servent-ils, pour quelle utilité nationale ? Si les sondages ajoutent de la valeur au processus démocratique, il faudrait une loi pour les encadrer.

Il est donc clair que les sondages créent des raccourcis d'opinion électorale, et ce dans un contexte où bien des gens ne votent pas l'avenir ou les idées, plutôt une image, ou une illusion instantanée d'un choix raisonné. « Je voterai comme les autres », me confie un ami. Comment savoir le choix des autres, puisque le vote est secret ? Supprimons les sondages, et mon ami reconsidérera les idées pour constituer son opinion. Sous le système actuel, le sondeur crée l'opinion qui se propage par contagion, formant un écran aux offres de services des candidats.

Outre le coloriage NPD, qu'avons-nous retenu des alternatives sérieuses de gouvernance en présence au moment du vote ? A l'arrière-plan de cette valse néo-démocrate, conservateurs et libéraux offrent des destinations et des leaderships inconciliables. Un pays policier et endetté, paradis des capitalistes conservateurs, ou un pays des libertés et des compromis intelligents, jardin des initiatives diverses. Ces 2 visions sont à mon avis trop éloignées de l'attribution du vote à un parti plutôt qu'à un autre. Et pourtant, le principe de parti politique détermine le sens de l'élection, soit le choix entre deux ou plusieurs valeurs idéologiques contextuelles. Sait-on ce qui nous attend le lendemain du vote et quelques années après ?

A l'heure qu'il est, ne semble compter que l'opinion pronostique. Cette opinion, je l'ai évoqué plus haut, fausse le jeu de la démocratie. Car, l'opinion est comme la viande. Beaucoup des omnivores ignorent soit cuire la viande, soit écorcher le bœuf ou déplumer la volaille. Beaucoup des électeurs magasinent l'opinion votante dans leur entourage ou dans les médias. C'est une réalité immuable. Peut-on demander aux électeurs un effort supplémentaire pour mâcher l'opinion reçu, ou de s'en faire une qui leur soit propre ? Non, nous sommes une société de dépendances existentielles, et c'est d'autant mieux ainsi. Car chacun n'est sensé se préoccuper que de ce qu'il sait le mieux s'occuper. Notons à titre illustratif par exemple, que peut de gens travaillent dans l'industrie automobile mais que tout le monde s sert de l'auto, voire se l'approprie. Ce phénomène consacre le mariage de l'ignorance à la performance. Moins les gens agissent d'eux-mêmes, mieux c'est ! Le problème, c'est que le sondage double les faiseurs traditionnels d'opinion, les évaluateurs des idées. Si l'opinion pouvait naître du choc des idées, il est presque certain que le Canada aurait un visage différent, socialement, économiquement, politiquement et diplomatiquement. Déjà les bottes de la pauvreté sont dans nos portes, la tradition des excédents commerciaux est rompue. L'élection aura été un rendez-vous hélas manqué de remettre le pays sur le rail des relations internationales solidaires et enrichissantes. J'espère que l'erreur ne passera pas inaperçue, pour longtemps.

3. Libye : Harper salit le drapeau rouge canadien dans un fleuve de sang !!!

21 mars 2011, 10:50:39 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

En Avril 1986, j'étais dans un Boeing d'Air France au dessus de Benghazi en direction de Paris, lorsque des bombardiers américains détruisaient nuitamment des résidences du président Kadhafi. Ils ont manqué leur cible, tué sa fille adoptive, quelques dizaines de civils et deux marines américains y auront perdu la vie. Pourquoi ? Les chasseurs libyens nous ont alors barré le ciel, nous obligeant de rebrousse chemin vers le continent de l'obscurité. Nous l'avons échappé belle, en grande partie parce que la France et l'Italie avaient refusé toute collaboration à cette frappe planifiée un an plus tôt.

Un quart de siècle plus tard, la folie reprend le dessus, des bombardiers nous livrent un nouveau concert dans le ciel libyen. Cette fois encore, je m'estime chanceux, ayant passé du côté de ceux dont la vie est sacrée, protégée. J'ai la chance de regarder la télé, de naviguer dans l'imaginaire et questionner le bon sens des journalistes et commentateurs enthousiasmés par ce qui se passe là-bas. Le même enthousiasme spectaculaire qui a caractérisé les destructions des vies et de l'espoir en Irak par la coalition Bush et Blair il y a quelques années. J'eus cru que nous avions fait la bonne école, que nous avions appris à apprécier valablement le sens de la liberté au sens des Bush et celui de la paix au sens de D. Villepin. Que nous aura laissé cette école s'il faut exporter la démocratie sur les têtes de missiles ?

Je sais certains me trouveront fou. Ils se demanderont quelle mouche m'a piqué pour ne pas chanter en chœur l'hymne des Nations Unies. Kadhafi est un dictateur, direz-vous, et le Conseil de Sécurité l'a livré aux vautours. Il ne s'agit évidemment pas d'enjeux d'un quelconque attachement à des valeurs de démocratie, de bonne ou mauvaise gouvernance nationale, encore moins de recherche de la paix ou d'intérêts du peuple libyen. Ce peuple qui, sous la dictature de Kadhafi aura été à l'abri des fléaux de l'aide humanitaire, du manque de soins médicaux, de l'analphabétisme et de l'exile, va dorénavant y goûter. Je ne crois pas qu'il y aurait pire scénario, pour justifier la folie. Peu de gens acceptent de verser le sang des autres et le leur, en sacrifice pour un idéal ou un intérêt collectif. Bien des gens par contre, n'accepteront de sacrifice d'un proche. Et ces gens constituent la majorité. Pourquoi l'option des sacrifices passe en priorité ? Pourquoi n'avoir pas dialogué avec Kadhafi, l'énergumène qui renonçait au nucléaire sans y être forcé ?

Il y avait risque d'étouffement de vent des changements politiques à Benghazi, me dit-on. Mais si on se trouvait par malheur dans la région, on aurait demandé d'être évacué avant la tempête. Comme le sang à verser n'a pas de nom, que le spectacle commence ! Ainsi Kadhafi est tué, avec des milliers d'autres proches ou non de son pouvoir. Et le vent pourra continuer son déferlement, sur les régions ressources. Car, il s'agit bien de l'enjeu du repositionnement des astres stratégiques. Aux enfers vieux et exécration Kadhafi, et avec lui sa folie de vouloir vendre aux mieux offrant les ressources de l'Afrique, la Chine et les pays émergents d'Amérique latine, disait-il au sommet UE-UA l'an dernier.

Voici donc que nous sommes en campagne de destruction, à sens unique. Certains parlent de guerre, mais il n'y a pas de guerre. Nous frappons sur celui qui a déclaré forfait, et nous nous en réjouissons, si nous ne l'ignorons pas. Peu de Canadiens saurons que le pays du Prix Nobel

de la Paix Sr Lester B. Pearson, participe paradoxalement aux bombardements autorisés par le club des Nations Unies.

En Afrique et à l'Union Africaine, les manchots de la diplomatie sont sur la piste de danse, et ne semblent pas voir se poindre à l'horizon proche l'horrible décadence du vieux rêve de l'indépendance. De cette façon, le cycle des rendez-vous manqués recommence, cette fois-ci celui du sage mariage des intérêts économiques, intelligemment et collectivement négociés. En occident, élus, diplomates et experts sont muets. Ils attendent que les cendres refroidissent pour écrire des chapitres d'histoire. Au nom d'une nécessaire aide à révolte populaire pour la démocratie, ils s'interdisent de questionner le recours aux armes pour promettre des urnes, ils se complaisent d'avaliser l'esprit et le mouvement de rébellion armée en vue du changement de toute évidence incertain. Entretemps, des millions de litres de sang humain se seront mélangés au sable chaud pour laisser filtrer l'huile essentielle à l'existence d'autres humains. Tous auront raté l'occasion de réanimer et civiliser l'humanité. Une démonstration de plus que ce monde est barbare, qu'on soit pacifiste à la Villepin-Chrézien (Irak 2003) ou belliciste à la Jupé-Harper (Libye, 2011).

Encore et encore, ce sont des gens qui ne sont pas des citoyens des pays guerriers qui sont condamnés à des massacres par nos armes et celles que nous leurs faisons payer pour équiper leurs « dictateurs », et qui ne participent pas aux décisions de ces barbares bombardements. Car leur sang a bon goût dans nos chars, nos habits, nos demeures, nos cellulaires et nos assiettes, quoi qu'on pense ! De plus en plus cependant, ce sang risque de sentir suffisamment mauvais pour que l'électeur sensible s'en dissocie. Si non, ce sera un retour à « l'homme des cavernes », ou à plus près de nous le nazi, et la fin du fabuleux rêve humanitaire.

4. Du pétrole libyen au pétrole québécois

2 mars 2011, 08:58:56 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Il en fallait un, du genre, comme lui. Lui, c'est Kadhafi, « roi des rois traditionnels d'Afrique ». Le personnage, hier controversé, pend aujourd'hui sur les langues des Guillotin. « Mort ou vif ! », le réclame-t-on sur toutes les tribunes. En moins de 24 heures déjà, le gouvernement Harper a mis les pendules à l'heure, gelant les avoirs de la famille Kadhafi, une première dans l'histoire nationale. Tous sens unique a un début, espérons que désormais Ottawa agira de même pour tous les « pilleurs », j'allais dire « dictateurs ». Mais c'est justement là où le bas blesse. Kadhafi ne se serait pas enrichi in vitro. Au Canada, des amis à lui ont des fortunes sacrées, gagnées sous sa bénédiction ou avec sa complicité, mais demeureront dans l'ombre. Ce faisant, nous criions victoire, chantons l'hymne de la « liberté » ! Ces cris et chants coûtent cher. Déjà, notre armée est réquisitionnée, disons notre frégate minoune des banquises. Chargez ! Lance Harper. Obama des Usa, fait de même. Ce faisant, il parle à un autre dictateur africain, Paul Kagame, venu présenter une conférence à la prestigieuses Harvard. Pourquoi n'avoir pas dialogué avec Kadhafi, via la diplomatie, et s'empresse à amasser des obus meurtriers aux portes de Tripolis ? Ce n'est certes pas pour la sauvegarde de la vie des Libyens. Deux poids deux mesures, dirait-on. Non ! Il y a une nette différence entre ces deux dictateurs. Kagame a tué, Kadhafi va se faire tuer. Pussions-nous essayer virtuellement l'habit des candidats à la mort et condamnés d'office sans aucune forme de procès ? C'est difficile à réussir je sais, mais juste un essai. Comment nous sentons-nous ?

Je ne déteste pas Kadhafi, je ne peux non plus l'aimer. Je le plains, d'avoir payé des armes avec le fruit du labeur des Libyens, et s'en servir en sa fin de vie pour verser leur sang. C'est horrible. Cet homme aura pourtant semé des antidotes à l'afro pessimisme, poussé les vautours de l'ombre à modérer leur ardeurs. Je consultais il y a quelques instants la liste des pays consommateurs de l'aide humanitaire, la Libye de Kadhafi n'y figure pas. Il semble, reste à vérifier, que Kadhafi aurait démocratisé l'enseignement et la santé, que « tout » Libyen est assuré d'avoir des soins de santé de qualité, sans liste d'attente ni enveloppe brune. Il a en outre démoli les prisons. Pourquoi ? Ce n'est sûrement pas pour confisquer la liberté. En Afrique, au Rwanda par exemple, Kadhafi a financé la construction de routes, écoles et mosquées. Roi des fous, il aura rêvé des États-Unis d'Afrique. Il n'est pas le seul, mais seul cohérent. Yoweri de l'Ouganda flirte avec cette idée, mais le pays d'Idi Amin est avant tout la « perle de la reine de Galles », pas un pays de visionnaire. Kadhafi fut-il visionnaire ? Non, révolutionnaire, comme Che Guevara, Castro, Sankara, etc.

N'en déplaise à l'histoire réelle, dépeindre Kadhafi est ce qui est à la mode. Déjà je sens des tomates et des œufs crues s'écraser dans mes cheveux gris, pour oser nuancer ce qu'on dit de lui. Pourtant, je sais ce dont je parle. Et de raison, je l'ai déjà vécu dans une vie antérieure. Habyarimana du Rwanda, « le dictateur », fût héros en occident avant d'être peint en diable par les médias et les faiseurs d'opinion.

L'histoire de l'humanité est cruelle. L'humanisme commence selon moi avec le christianisme. Ce dernier ne nous apprend pas l'élévation de l'humain au-delà de la barbarie, plutôt l'échec d'un tel processus. Jésus est crucifié pour soi-disant sauver les enfants de Dieu, un Dieu omnipotent qui n'aurait pas eu besoin d'horreurs pour semer le bien. Dans cette triste et aveuglante tradition, nous déclarons « à mort de Kadhafi », et fermons les yeux sur les Barabbas, Kagame, Bush et consort. Ainsi, nous nous croyons saints, et humaniste. Harper

retrouve subitement l'âme humaine et compatissante, pour voler au secours des concitoyens qui risquent d'être pris entre les feux de fous à l'étranger. Espérons que d'autres concitoyens comme l'Albertain Ronald Ellen Smith dans le couloir de la mort aux USA ou l'ontarien Omar Kader à Guantanamo, pourront eux-aussi être secourus. Et que le Canada, puisse renouer avec la vision et la gouvernance sensibles à la dignité de toute vie, sans exclusion aucune.

5. Le décrochage scolaire, un des symptômes d'une décadence systémique

27 février 2011, 12:01:50 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Du décrochage scolaire, tout le monde en parle, depuis plusieurs années. De quoi parle-t-on, de quoi s'agit-il au juste ? Plus de 3 enfants sur dix quittent l'école avant la fin du cycle secondaire. Le constat s'avère plus sombre chez les gars, mais somme toute le dilemme du décrochage demeure troublant. Le regard s'arrête là. Si l'on ne parle de l'abandon qu'au secondaire, ce n'est pas que le phénomène disparaît aux cycles supérieurs, collégial et universitaire.

Le décrochage est symptomatique d'une crise sociétale plus profonde, étendue et d'une nature toute différente. Déjà, que la société soit incapable d'en faire un juste diagnostic, malgré les compétences dont regorgent nos centres du savoir, mérite une attention non paresseuse. Des décrocheurs, sont manifestement partout, les grévistes et tous ceux qui ne donnent pas le meilleur d'eux-mêmes à leurs postes d'attache. L'univers décrocheur ne commence pas au débarcadère. Des agents de l'éducation publique, notamment bien des medias populistes, excellent de zèle tout en étant déconnectés de notre idéal sociétale. Cette forme de décrochage, maligne, fait des ravages indémessurables. Ce n'est sûrement pas de leur faute, ou plutôt que si. Un instant, ne nous disputons pas les responsabilités, mieux faut-il nous regarder dans le miroir. Quelle école voulons-nous, et quelle école construisons-nous ?

L'école de notre idéal est celle où l'enfant trouve plus d'attache que de reflue. Plus social que rationnel, le jeune est attentif aux rêves, aux activités récréatives. Notre école qui nivelle par le bas, qui ne valorise pas l'excellence intellectuelle, fait-elle rêver ? Je ne juge pas, je pose la question. Un constat indéniable, notre société a un sérieux différend avec l'intellect. « Être très intelligent », n'est pas très apprécié, surtout s'agissant des leaders. A l'école, le jeune brillant, est stigmatisé par les camarades. Le « nerdz » ! Et rien n'est fait, pour redresser cette attitude de « décrocheuse ». Est-ce que l'école peut faire quelque chose, sans s'exposer aux foudres des milieux environnants ? Tout le monde marche sur des œufs. Et pourtant, les jeunes qui décrochent ne sont plus des poussins, encore moins des œufs. Où est le bug ?

Lors d'une cérémonie de graduation à une école que je ne nommerai pas, triste est ma surprise de n'entendre que des éloges pour les athlètes physiques, aucune mention pour ceux de l'esprit. Ces derniers n'ont pas de visibilité, à moins d'avoir les moyens de parader en limousine. Quelle valeur nos jeunes attachent-ils encore au diplôme ou aux études, pour s'y accrocher ? Est-ce que notre société leur en suggère ? Certainement, mais le défi n'est pas d'avoir des valeurs, c'est de les avoir bien alignées en vision et d'être cohérents tant dans nos politiques que dans nos stratégies de gestion. L'école, nous le savons, c'est aussi la cours de récréation. De quoi a-t-elle l'air ? Au moment où le lien entre l'activité physique, la santé et la performance psychique est sur les lèvres de tous, la société persiste à convertir les infrastructures sportives en centres de profits, au lieu de les rendre plus accessibles. Le sport est dans la cours d'école associé à la capacité de payer, et de moins en moins à la valeur éducative ou à la plus-value du milieu scolaire. Le modèle éducatif sport-études a certes sa place, il convient que la société reconsidère la démocratisation de l'activité physique pour les jeunes, et pourquoi pas pour tous les citoyens. Dans tous les cas, c'est d'un diagnostic général de société qui éclairera les solutions à cette problématique, non isolement des autres dont la résolution semble hasardeuse.

6. Légiférer sur la cendre humaine, encadrer la crémation

21 février 2011, 21:24:08 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Les évêques catholiques veulent demander au gouvernement québécois d'encadrer par une loi, la crémation. Il s'agit de mettre de l'ordre dans le rituel de la disposition des cendres humaines. Actuellement, la cendre prend diverses routes à la sortie du crématorium. Cimetière, columbarium, rivière, l'air et l'espace. De plus en plus les cendres humaines sont intégrées dans les bijoux que porteront les leurs, des pendentifs et des bagues en pierres précieuses. L'imagination libertaire va plus loin, au-delà de la frontière imaginable de l'humain. Des disques vinyles, des tableaux peints, des statuettes, des pétards, des feux d'artifices, etc., servent à disposer de la cendre humaine. Peut-on comme société humaine laisser l'imagination déterminer nos rapports avec les défunts et le sens de la vie après la mort ?

Les évêques catholiques sont conscients de la nécessité d'un réalignement à la conception humaniste de la vie. Ils ont raison, la vie est sacrée, son emballage doit l'être autant. Mais voici que chroniqueurs et animateurs dans les médias montent aux barricades, pour clamer haut et fort que les évêques n'ont pas à se préoccuper du sort des cendres humaines. C'est un droit, disent-ils, inaliénable, de pouvoir disposer des empreintes d'un être cher comme bon nous semble. Soit ! Imaginez qu'un groupe d'autres gens, athées ou agnostiques, commencent à recycler la chaire des leurs, en nourritures pour chiens ou en fumier organique, afin d'éviter le gaspillage de cette ressource. Comment réagirions-nous ? Dirions-nous que personne n'a à se mêler de leurs affaires ?

Disposer du corps ou des cendres d'un humain mort ne peut être confié à l'imaginaire. Il s'agit de la dignité humaine, et non de prérogatives ou droits. De ce que nous faisons du corps après la mort, dépend beaucoup ce que nous ferons des humains et des âmes en vie. Déjà nous en faisons de la chair à canons pour nourrir nos industries militaristes !

Les évêques parlent pour la société. Que personne ne s'y méprenne, c'est de paresse intellectuelle qu'on voudra disposer à notre guise des restes d'un être cher.

7. Les corridors de la corruption au Québec

2 décembre 2010, 12:40:42 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Effet domino des sinistres découvertes

Il y a quelques semaines, au Québec le cachet de « société corrompue » nous provoquait. Quasiment tous, sommes-nous montés aux barricades manifester d'indignation. Aujourd'hui, nous en faisons d'éclatants constats, hélas sans questionnement en profondeur. De quoi parle-t-on au juste ? La corruption ! Qu'est ce que la corruption ? Ça peut sembler naïeux de vouloir définir la corruption. Oh que ça ne l'est pas !

Je distingue dans le contexte présent, 4 formes de corruption qui nous assiègent. La première est cyniquement audacieuse. Elle est la plus décrite, la plus facile à établir. Consciemment, les corrupteurs et les corrompus brisent le contrat social du savoir vivre, enfreignent les règles, défoncent les murs de lois pour s'approprier ce qui revient à la collectivité, à la société. Ils prennent un risque non légitime, calculé, celui de se faire démasquer. Assez souvent hélas, ça leur réussit. Autrement, nous n'en serions pas là. N'est en effet bandit que qui est pris la main dans le sac, jamais qui a le sac dans la main. Alors, la mafia fait parler d'elle quand elle tire des balles, mais ses lots de billets verts et ses trafics d'influences passent inaperçus. Serions-nous en mesure d'attacher les noms à « mafia » ? Ça dépend de « nous », de qui agirait en notre nom et de la distance qui le sépare de cette mafia.

Zèle démesuré, peurs et agendas cachés

La deuxième forme de corruption est malicieusement pernicieuse. Elle se cache derrière des modes de vie aux apparences louables, légitimes. Prenons l'exemple de l'excès de zèle. Trop c'est trop, ce n'est jamais bon. Trop zélé, on déplace ce qui revient à soi, sans que ce soit nécessaire ou demandé. Trop zélé, ça peut aussi constituer un voilage d'intérêts cachés, ou de peurs de perdre sa position, sa place. Le meilleur moyen de camoufler un agenda caché, c'est l'excès de générosité. Ça frise l'hypocrisie. Je pense notamment aux quelques cas de brebis égarés, religieux ou laïcs, animateurs ou entraîneurs sportifs très paternalistes, dont on découvrira longtemps trop tard le comportement pervers sur les mineurs. Ça fait frissonner d'y penser que l'on ne peut ne pas être alerte à l'endroit de toute attitude excessive, anormale et donc corruptive.

Parallèlement au zèle, se dresse le couple expérience et ancienneté. Ne croit-on pas que l'ancienneté est mère d'expérience, elle-même garante d'efficacité ? Ce n'est hélas pas toujours vrai. En effet, l'ancienneté traduit en d'autres mots, peu de mobilité. Or, c'est une pierre qui roule, qui n'amasse pas mousse. Celle qui reste à la même place, s'encrasse. C'est donc dire que la longévité dans une position fonctionnelle n'est pas si reluisante, excepté dans le mariage. Dans le mariage, plus ça dure, plus c'est sûr. Dans l'organisation sociale, plus ça roule dans l'ordre, plus c'est collectivement profitable.

En politique et dans l'univers social, un vieil adage nous rappelle que le pouvoir corrompt. Avec le temps, les belles intentions tombent en désuétude. Plus besoin de séduire, de se vendre. Avec l'ancienneté, on flirte avec l'insouciance, la confiance acquise. Plus on est ancien dans un poste, plus on se sent inamovible, voire « intouchable ». On devient tendancieusement plus fort que la loi. Autour du roi ou de la reine, des commensaux rodent et établissent de nouvelles

règles du jeu, de partage du fromage entre les mêmes invités à table. Pour s'y maintenir, ils tiennent en otage leur héros, lui organisent des mythes fabuleux, certains débiles d'autres intelligents. Ils lui attribuent des succès surréalistes, tellement emballant que rarement on leur résiste. Et le personnage central devient lui-même mythique, déifié.

Dans ce contexte, la complaisance et le copinage prennent racines. Dès lors, tout devient permis, en tête de liste la compromission. On se dit chez soi, on relègue les mandants au rang de valets. On joue aux billes en famille, derrière des portes closes, loin des agitateurs et des importuns laquais. Ce faisant, on se croit détenir la clé et le secret de l'excellence, l'expérience. Faux ! L'expérience sans mobilité, produit la rouille. Pire, la population croit le contraire. Ainsi, trop longtemps on occupe un poste, plus on en fait un foyer de corruption, et plus on est enclin à n'y voir ou n'y vouloir personne d'autre. Et la population s'y fait prendre. Aveuglée par des médias également corrompus tel que décrit supra, elle se satisfait du statu quo, ne sachant entrevoir le bienfait d'une ouverture au changement.

Des médias corrompus et corrupteurs, envahisseurs.

La troisième forme de la corruption est unipolaire et médiatique. Les médias sont des as de la critique, mais sont paradoxalement à l'abri de toute critique. Qui critique les Médias ? Par quel canal passer pour questionner les magiciens de cet univers ? Intouchables. Narcissiques, ils ne sont sensibles qu'aux éloges et aux paroles flatteuses, canalisent plus de ressources à se vendre et séduire, à nous rendre mous et malléables à la consommation de n'importe quoi. Au service de qui sont-ils au juste ? L'imputabilité leur est proscrite ! Ils mettent tout le monde à genou, en quête de piments doux pour tromper leur insatiable faim de sensations fortes. J'ai horreur de les voir trainer nos élus dans la boue, excessivement, voire parfois injustement. Peu s'en offusquent, la corruption est telle que l'on ne fait pas le lien entre manquer de respect envers un élu ou un humain, et offenser ses électeurs ou ses proches, sans parler de respect de soi. On dira que ce n'est de leur faute si la société les laisse faire, mais ça demeure un fait troublant, d'autant plus que ce sont eux qui dictent l'attitude à prendre. Le monde des médias est au fond une religion des jeux de lumières sans messie. Alors que les anciennes religions ont une direction et des écrits de références, cette nouvelle religion puise l'inspiration de partout et sème dans tous les sens les grains de l'anarchie. Quel type de société produiraient les médias si rien ne pouvait changer ? S'il n'est pas trop tard, il est minuit moins une.

Au Québec, il se produit deux phénomènes médiatiques aux apparences banals, que je trouve plutôt inquiétant. Le premier concerne les « ex colocataires ». Ce sont des anciens politiciens qui traversent la rue Frontenac, ou d'anciennes vedettes de l'opinion qui empruntent l'ascenseur en sens inverses. Manifestement, la critique ne peut être neutre, ni objective. Ainsi, les médias sont rangés, selon les sensibilités politiques. Peut-on encore dire qu'ils sont indépendants ? Si c'est affirmatif, il est aussi évident que leur indépendance n'est pas attachée à l'optimisation de l'intérêt public, plutôt des intérêts corrompus des particuliers. Le second concerne le club des chroniqueurs et animateurs populistes. Tous les jours, toutes les semaines, toute l'année, les mêmes personnes commentent la vie et l'actualité, voguant de généralités en spécialités, tel des illuminés. Chacun y va de ses croyances, de ses perceptions du moment. Leurs analyses s'avèrent autant superficielles que divergentes, alors que le public a tendance à prendre les messages médiatiques pour des vérités bibliques. Ainsi l'opinion publique se forge dans l'obscurité de pensée et l'illusion de lumières. Quel gâchis ! Oui, ils nous récréent, mais aussi se faisant ils participent à une forme de crétinisation sociale, laquelle favorisera l'une et l'autre des formes de corruption décrites dans ce texte. Quelques médias réservent des espaces de choix à

des gens les mieux éclairés selon le contexte, des gens du milieu et des experts incontestés. Leur impact me paraît encore marginal.

Tous corrompus, pas à peu près ...

La quatrième forme de corruption est innocemment paresseuse. Elle nage entre scepticisme, pessimisme et fanatisme. « Rien à faire », dit-on. Ou encore, « ça ne me concerne pas », se caresse-t-on. Des fois, on ménage son confort social, pour dit-on aider un ami, ou plutôt veille-t-on à ses propres intérêts. De telles attitudes sortent de la normalité, de la légitimité. On laisse faire ce qui ne convient pas, on se rend impuissant et inconsciemment complaisant.

Aucune de ces quatre formes de corruption n'est banale. Le silence des pantoufles ou le bruit des bottes, l'un profite de l'autre. On combattra donc la corruption sur tous les fronts. Pour ce faire, il faudra se concentrer sur les pôles décisionnaires pertinents, assurer et garantir la démocratisation du bon sens et des processus de décision. Qui détient les pouvoirs de décision ? Qui exerce un pouvoir de corruption sur le décideur ? Comment démocratiser la décision, la réflexion, l'éclairage des couloirs décisionnels ? Pour y voir clair, il faudra commencer par nettoyer les médias populistes et les remettre d'aplomb. Le défi frise l'utopie, mais des bons médias doivent pouvoir y contribuer. Ou alors ce sera au gouvernement d'y remédier, espérons en élire un lucide et à la hauteur de la tâche.

8. Une Motion battue d'avance

25 novembre 2010, 12:45:44 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Chacun des députés à l'Assemblée Nationale savait pertinemment qu'à moins d'empêchements majeurs les Libéraux allaient battre cette Motion. Pourquoi alors l'avoir présentée ? Ca manque de profondeur et c'est symptomatique d'un leadership aveugle.

Il est une évidence hélas amère : Marois étire ses jours mais n'aide pas le parti Québécois. Elle le tire vers plus bas. Ne considérez pas les sondages, ce sont des instruments de corruption pernicieuse.

Le PQ a besoin de sortir du sombre tunnel de "l'oppositionnisme". Être aux aguets des occasions de s'opposer, ça ne rejoint pas grand monde. La vision péquiste du Québec a plus que besoin d'être revampée, projetée vers l'avenir. Ça prendra de jeunes visionnaires, de nouvelles têtes d'affiches charismatiques à la Drainville.

Le peuple Québécois mérite mieux. Mieux que Charest et ses ministres de l'enseignement, de la justice, de la santé, de la famille. Mieux que Marois, mieux que Dumont, Parizeau ou Legault. Mieux que La presse, Le Soleil, Le Journal de Montréal, etc. Mieux que la police, l'Islam, l'Eglise de JC des saints des derniers jours (mormon), les centres culturels ou résidences de jeunes couples dans les Temples du catholicisme. Le peuple mérite un réveil éclairé et hautement inspiré, inspirant. Les passions du passé et les illusions d'un idéalisme progressiste et sans limites doivent être revisités. Laïcité, quels apports à la concorde nationale dans un contexte culturel en perpétuelles mutations ? Quels acquis et quelles balises ? L'identité, quelles réalités et quel avenir ? Regardons dans tous les miroirs, et ne nous y trompons pas. Certains d'entre nous croient encore au "nous" identitaire dit "de souche" ou de "français" ! C'est trompeur et passéiste. Il y a bien et de plus en plus de Québécois fiers qui ne soient "de souche" ou francophone. La force d'un peuple ne réside pas dans le purisme nationaliste. Autrement partout des nationalistes seraient au pouvoir. Le Québec d'aujourd'hui me paraît siamois. La jeunesse porte en elle une forte identité d'ouvertures responsables et engagées, alors que les vieilles générations se replient sur leurs rides et veulent imprimer l'avenir de leurs souvenirs d'enfance. Je suis de ces vieux, mais j'ai l'avantage d'avoir appris jeune (39 ans), à faire le deuil de mes rêves pour prendre ceux de l'air du temps. A nos leaders et aux lecteurs ridés, je souhaite bonne vue pour reconnaître le train à grande vitesse qui passe.

9. Le Québec infertile de Leadership politique

21 novembre 2010, 14:01:20 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Ce billet livre ma compréhension du texte de JJ Nantel [« dire enfin la vérité sur la souveraineté »](#), que je trouve intéressant, très intéressant. Je crois que Nantel exprime clairement les états d'âme et d'esprit indépendantistes (souverainistes ?, séparatistes ?, associationnistes ?) québécois. En même temps, ce texte explique indirectement l'infaisabilité du projet de souveraineté ("monarchie ?, République ?, ... ?") québécoise. Remarquez le flou artistique entretenu par la diversité de concepts. Que voulons-nous au juste ? Serions-nous du même combat, souverainistes, séparatistes, ou que sais-je encore ? Ce qui semble être l'évidence ne l'est pas du tout, faisons le tour des idées publiées sur Vigile ou dans les autres médiums « de gauche », non fédéralistes, et nous saurons comment. Manifestement, le projet n'est pas mûr, pas rassembleur malgré l'illusion qu'il puisse évoquer.

La Vérité est que tout calcul opportuniste, conjoncturel (situation de crise) ou mathématique (majorité 51%) n'aide pas la souveraineté. On n'arrache pas la maturité, on ne l'achète pas non plus. Au Québec, l'on débat en famille et on gouverne en écurie. Ainsi on croit qu'à une personne de plus on peut bâtir un pays. L'esprit du pays dépasse celui de la famille. Il s'étend au voisinage et transcende les inimitiés et les adversités non existentielles. Le défi des Québécoises trouve là : penser au mieux-être de tous et non pas chercher à convaincre. On ne peut convaincre que des cons. Après un tel exploit, ils ne comptent plus ou on ne peut plus compter sur eux. Le bon exercice sera visionnaire, et consistera en un transfert de l'appropriation du projet. Qu'est ce que j'y gagne, est-ce mon affaire aussi ?

L'indépendance ne dépendra jamais du vote populaire. Elle est le fruit d'un processus et d'une maturation "VISIONNAIRE". Mettez à la tête du mouvement un véritable LEADER Visionnaire, et le projet récolte le vote populaire nécessaire. Depuis René Lévesque, qui fut « fédéraliste » et dont se réclament tous les québécois de coeur, ou relativement depuis Robert Bourassa, il s'est écoulé des décennies sans soleil levant. Tous les partis sont concernés. Le Québec né de la révolution tranquille a grandi dans le confort douillé et se révèle infertile au leadership. C'est cela la Vérité qu'il faut qu'on se dise et s'approprie. Un visionnaire est un esprit d'avenir, totalement affranchi des débats puérils comme ceux qui nous enlisent au Québec depuis des décennies, dans les récriminations émotives, dans des démissions inopportunes de "chefs", et dans le déni des pouvoirs démocratiques. Aussitôt portés au pouvoir par une large majorité populaire, nos chefs sont contestés dans leurs prérogatives décisionnelles et sont poussés vers la porte. Il y a un problème à double fond, de leadership et de civilités. Comment faire naître ou laisser émerger un leadership visionnaire ? Ce n'est certes pas en n'allant pas voter ou en écoutant xx.5Fm, ou raaaaa.canada, ni en regardant Occupation triple, Le boursier, ou Laville.Lavigne sur TVA. Ce n'est alors pas du tout en lisant Denise Démarais dans le soleil intercontinental de Québec, ou Paul-Carl Trudeau dans l'autre journal de Montréal le plus vendeur ces dernières années. J'en passe. Je sais que les médias y sont pour quelque chose, mais voyez-vous nous sommes soit tous aveuglés soit tous d'esprit tordu. Interdit d'interpeller les faiseurs d'opinions, ces nouveaux colonisateurs d'esprits. C'est la faute de ... La culture pleurnicharde de victimisation n'aide pas, plutôt nuit-elle ! Oui, il sera dur de se lever de nos fauteuils confortables, dur de se laver des sales clichés énergivores et se départir des vieux mythes d'héritiers malheureux, dur de s'ouvrir et se « lover », s'aimer. Mais le Québec n'est pas en panne, nous le ferons librement, ou naturellement forcés, sans tricher car le temps ne s'y prête jamais.

La vérité, c'est que pour devenir adulte un jeune garçon ou un jeune fille n'invoquera pas le fait que 16 ans plus tôt son frère aîné lui a donné des fessées ou que sa belle mère lui lavait les fesses à l'eau sale sans savons. Ceux et celles qui pourraient donner au Québec le statut de pays n'étaient pas né il y a 200 ans. Parmi eux se trouvent bien des descendants des "maudits anglais", des "foutus indiens", des "malheureux colonisateurs colonisés français " et des Québécois issus des récentes souches d'immigration. Et ce sont les mêmes qui œuvrent quotidiennement aux destins inégalement partagés, naturellement. Je ne peux penser que ça puisse se faire autrement, le paradis n'est pas démocratique.

10. Chasser CHAREST, JEAN revient au galop !

18 novembre 2010, 15:02:07 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Les vents sont forts, plus forts que le désir de changement. Même si les militants libéraux sont agglutinés autour du chef, la ruche est pleine de faux bourdons que même le miel, qui devient rare, a le goût du goudron.

Je ne suis pas Marissal pour prédire que Dumont devient PM avant les fêtes. Mais, je vois que Charest est là pour rester.

Jean ou Jacques, Charest que de Québécois n'aiment pas ne l'aimeront pas. Il ne s'agit pas de Jean. Le Parti québécois est plein de Charest. Il est rendu quasi ingouvernable. Est-ce à cause des Leaders ? Non et oui. Les filous et les corrompus qui se cachent ou qui se manifestent à domino, ne sont pas la création de Charest. Il y a une culture qui mérite un travail de réflexion en profondeur et en largeur. Hélas ce travail ne se fait pas. Parce que les MÉDIAS NOUS DISTRAIENT, et nous suivons comme des faux bourdons. Heureusement il y a encore des abeilles qui font du miel en dehors du rucher politisé.

Cessons de chercher la peau de Charest, faisons « peau neuve » du Québec. Comment ? Demandons à Parizeau.

11. Vents favorables ou néfastes à l'indépendance

16 novembre 2010, 22:24:41 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Les titres disent tout. Est-il nécessaire d'en dire plus ? Je ne crois pas. Mais ca me démange les doigts de rester les mains croisées.

Quels souvenirs de « Québec inc » ? Ca se passe de commentaires. Pour ceux qui veulent en savoir plus, google est à votre service.

Et des pourritures ? Ce site de vigile est très éclairant. Hélas, cette mine de dénonciations et d'indignations n'échappe pas au sort de la mémoire collective dans nos sociétés de l'abondance dans l'ignorance. Beaucoup écrivent, peu de citoyens lisent, mais aussitôt nous oublions tout. Nous passons à de nouvelles pages, souvent pareilles que les précédentes, mais nous ne nous en rendons pas compte. Car ce qui compte n'est que ce qui tombe dans le compte. L'abondance ! Savons-nous de quoi est faite l'abondance ? Qu'importe.

Les pourritures, il y en a certes ici au Québec, comme partout ailleurs dans le monde. Mais voici que ca sent le pourri, alors que nous nous croyions au jardin d'Eden. Le pourri n'a pas que des « parrain ». Le pourri est à s'y méprendre, entrain de nous surprendre et prendre sournoisement des dimensions surréalistes. Des prêtres pédophiles, des financiers escrocs, des syndicats mafieux, des élus endormis, des médias pollueurs, etc. Le Québec est gravement malade. Ceux qui demandent la démission de Charest, comme ceux qui réclament une commission sur la construction ou sur tout autre sujet, errent dans les sens. C'est un examen général en profondeur qu'il faut au pays de rêve de Vigneault.

La pourriture d'ici me rappelle celle de là-bas. C'est terrible. Vous ne comprenez pas, je vous comprends. Comprenez-moi je suis estomaqué. Je n'aime pas Charest, je ne le déteste pas non plus. Je peux ne pas aimer sans haïr, normal n'est-ce pas ! J'aime la démocratie, je crois qu'aucun peuple n'est stupide pour se mériter une dictature. La base de la démocratie, c'est le respect mutuel et la présomption d'intégrité. Le gagnant et le perdant se respectent, mutuellement.

Hélas il me semble ces derniers temps que le Québec est assiégé par deux dictatures, une du « n'importe quoi » et l'autre du « veux rien savoir ». Lorsqu'un élu, un juriste, un ancien ministre de la trame de Ménard ou de Bellemarre, sort de son chapeau une allégation gravissime qu'il sait pertinemment intenable devant la loi, ça m'inquiète. Des enveloppes blanches ou brunes dont personne n'a de trace ! Une dizaine d'année de silence, de complaisance consciente ou inconsciente ! Pourquoi confesser sans preuves ni témoins ? Ca manque de logique. Quand des gens intelligents, de surcroit payés pour penser agissent sans se soucier d'en assumer les dégâts, c'est troublant.

12. Québec : un test de vision gouvernementale, avant ou sans statut de pays

15 novembre 2010, 09:13:39 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Vendredi 16:30, de Montréal nord sur l'autoroute 25 sud. Le tunnel Hyppolite Lafontaine est congestionné. De l'extérieur on s'imagine le bouchon à l'entrée du tunnel, et dans le tunnel. Pourtant, en dedans ça roule lentement mais dans les bons sens. Dans une voie réservée, des autos patrouilleurs et des autos civières sont à l'ouvrage. Au moindre signal de panique, ils remorquent le véhicule "en panne" jusqu'à la sortie. Afin de décongestionner le tunnel, le gouvernement ne résigne pas sur les moyens. Tous les ans, il accroît de beaucoup la flotte d'autos civières et de patrouilleurs. Hélas la situation va s'empirant, et ça fait des années que le calvaire dure. Avec le temps, les automobilistes ont appris à l'endurer. Mais tous sont d'avis qu'il existe une solution, des solutions. Il faut alors les trouver. D'abord, établir un bon diagnostic. Ensuite, il faudra chercher le courage des solutions.

Le système de santé québécois est plus que congestionnée. On multiplierait médecins, infirmières et lits, l'attente se maintiendrait significativement à des niveaux inquiétant. Pire que ça, les erreurs médicales ne diminueraient pas. C'est un sujet tabous, de dire que le personnel soignant est humain. Ces soldats de la vie, nous les voulons magiciens pour soigner tous nos maux, et les percevons robots infailibles, infatigables et insensibles. Cette perception est dangereuse. Elle se traduit en attentes et attitude surréalistes, comme le refus de toute éventualité d'erreur ou d'échec. Et voici que le droit et la loi encadrent et surveillent le travail à l'intérieur des hôpitaux, au point le personnel médical a autant de préoccupation pour les protections administrative et juridique que pour les soins au patient. Peut-on librement parler des erreurs, des surcoûts organisationnels cachés sous les blocs d'argents, sans déranger ni rien craindre ? Commençons par déstresser le personnel soignant, et enlevons de l'hôpital cette épée de Damoclès associée au risque de poursuites judiciaires faciles pour n'importe quoi. C'est faisable, comme c'est assuré pour les élus provinciaux et fédéraux, qui sont également des humains.

Nous assurons une organisation optimisée de l'hôpital, nous ne serions pas au bout de nos peines. Comme pour le tunnel Lafontaine, la congestion vient aussi de l'affluence. Il conviendra donc de travailler en amont. Repenser, Éduquer, prévenir, informer. Sur la route, il faudra un jour revenir à la petite voiture et au covoiturage, entre autres. En santé, il faudra réévaluer la nécessité d'une consultation, couper et coopérer. Je me souviens avoir passé en janvier dernier 7 mauvaises heures d'attente à l'urgence, pour un fiévreux début de grippe. Chez moi, ça n'aurait pas été pire, si pas terrassé par la peur d'en mourir. Si je n'ai pas gaspillé du temps des infirmières, j'ai pour le moins contribué aux engorgements statistique et perceptuel. Pouvons nous savoir ou revoir ce pourquoi il est nécessaire de consulter ? La question essentielle est : l'idéal d'une vie sans malaise ni douleur est-il réaliste ? Que les médias contribuent à y voir claire, et cessent d'être des vitrines d'une vie féérique insoutenable.

La perception de la mission du système institutionnel de la santé mérite un réajustement, tout comme celle du bien être individuel. Un arrimage des modes de vie, de l'économie, la spiritualité et la communication est également nécessaire, pour redonner le vrai sens à la vie. Car nos peurs de la vie et ceux de l'absence de vie sont sources d'engorgement du système de santé. Pensons-y, et déstressons-nous au plus sacrant. Ca presse !

13. Alerte au peuple québécois

21 octobre 2010, 08:56:57 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

C'est un ami français originaire du Rwanda du nom de Jean-Marie Vianney qui m'a donné le goût de lire un petit roman du brésilien Paulo Coelho (www.paulocoelho.com), dont je vous partage l'extrait ci après. Si Paulo n'est pas Québécois, il se peut qu'il ait vécu ou qu'il vit encore en France, au Rwanda, au Canada, et au certainement Québec. Voici l'extrait :

« Un puissant sorcier, désireux de détruire un royaume, versa une potion magique dans le puits où buvaient tous ses habitants. Quiconque boirait de cette eau deviendrait fou. Le lendemain matin, toute la population but, et tous devinrent fous, sauf le roi qui possédait un puits réservé à son usage personnel et à celui de sa famille, auquel le sorcier n'avait pu accéder. Inquiet, le monarque voulut faire contrôler la population et prit une série de mesures de sécurité et de santé publique. Mais les policiers et les inspecteurs avaient eux aussi bu de l'eau empoisonnée et, trouvant absurdes les décisions du roi, ils décidèrent de ne pas les respecter.

Quand les habitants de ce royaume prirent connaissance des décrets, ils furent convaincus que le roi était bel et bien devenu fou. A grands cris, ils se rendirent au palais et exigèrent qu'il abdique.

Désespéré, le souverain se prépara à quitter le trône, mais la reine l'en empêcha. « Allons jusqu'à la fontaine et buvons aussi. Ainsi nous serons comme eux », suggéra-t-elle.

Et ainsi fut fait : le roi et la reine burent l'eau de folie et se mirent aussitôt à tenir des propos insensés. Au même moment, leurs sujets se repentirent : puisque le roi faisait preuve d'une si grande sagesse, pourquoi ne pas le laisser gouverner ? »

Transposée dans bien de sociétés de nos jours, et particulièrement dans notre Québec souveraine sans souveraineté, l'histoire ne peut que se lire à l'envers.

Les reines et rois ainsi que leurs courtisans ont bu la boisson de la folie. Ils sont tous devenus fous, corrompus, irresponsables et imprévisibles. Les peuples se retrouvent ainsi devant le dilemme à savoir quoi faire : suivre l'exemple et survivre en paix, tenter de destituer les fous au risque de subir leurs feux, essayer de les faire soigner sans en avoir les moyens, ou détruire le pays. Je sais que ce dernier bout doit mal paraître pour plus d'un. Mais, ça vaut la chandelle de le voir de la sorte. Quelques habitants opteraient pour la destruction, mais ils sont marginaux. Ne nous en occupons pas. D'autres voudront boire sur la coupe des rois. Vous les reconnaîtrez non pas par leurs cris, écrits, ou leur langage, plutôt par leur vote. Ils sont hélas en proportion non négligeable. Que faire ? Personne hélas, ou peu de gens songent à trouver l'antidote ou le vaccin. Tout le monde s'accorde sur une chose : chacun croit avoir raison. Nous sommes tous rendus fous, impulsifs, allergiques à la sagesse, à la tempérance. Et voici que les rois redoublent d'effort pour faire boire les nouveaux nés et les vaccinés qu'il croisent sur leur chemin. Faut-il invoquer Dieu de la raison pour retrouver l'unisson ?

Bonne lecture : www.paulocoelho.com, *Véronique décide de mourir*.

14. Tirer des leçons du spectacle Maclean's

19 octobre 2010, 22:57:51 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Comment peut-on parler la même langue et ne pas pouvoir s'entendre au sujet de cette même langue ? Nous n'étions pas tous corrompus, ceux de droites comme ceux de gauche, ceux du centre ou ceux de nulle part, notre langue se porterait mieux. J'y reviendrai prochainement. Voyons d'abord comment la corruption nous rend aveugles et inefficaces.

Maclean's et lumières rouges de corrompus

Un spectacle rassemble des spectateurs et sert à ramasser des sous pour les acteurs et la production. Il en est ainsi du numéro de Maclean's. Dans un tout autre univers, la production médiatique est supposée se préoccuper de fournir des faisceaux lumineux à la société. Ce n'est hélas pas le cas de Maclean's, dernièrement. Que dire des autres médias ? La lumière des médias permet d'apprendre et comprendre, pour entreprendre ou résoudre, à dessein d'avancer. Les lumières allumées suite à l'article de sont toutes rouges. Essayez de lire sous une lumière rouge ! C'est plus excitant qu'éclairant. Lectures avancées Les réactions vont toutes dans le même sens. Oui, il y a de la corruption au Québec, mais c'est une attaque de dire que les Québécois sont plus corrompus que le reste du Canada !

Lectures distancées : les dessous de l'iceberg.

Personne n'est en mesure de nier la réalité de la corruption. Les écarts de vue portent sur des nuances. Ces nuances sont elles mêmes des symptômes de lectures corrompues. Jean-François Lisée a le mérite de mettre en exergue le manque de professionnalisme manifeste dans la production de ce "torchon". L'éditeur ne s'excusera pas, pas non plus l'auteur, plutôt heureux de vendre. Bientôt ils récolteront des reconnaissances de "meilleurs vendeurs", à l'effet que la société valorise le résultat en termes de gros lots sans nul égard à une éthique des voies d'accès. La société est donc corrompue, dirons nous. En effet, elle récompense des corrompus comme Maclean's qui font du spectacle dans un temple sacré. La fonction d'éclaireur est stratégique, l'institution médiatique est sacrée. Hélas les missions assignées aux Médias sont souvent porteuses du virus de la corruption : faire des sous à tout prix. Les médiats ne se préoccupent que de vendre, dans l'immédiat, et rarement d'instruire, éclairer. La fin justifie les moyens.

La corruption qui nous fait jaser au Québec, est cousine avec celle qui a frappé le géant Enron, les banques, l'épargne (affaire Madoff), l'industrie automobile aux USA. Les engrenages d'une économie spéculative d'illuminés de l'ombre, sont fertiles en corruption. Au Canada et au Québec, la santé accapare à elle seule plus du tiers du budget de la province. Voyons dans quel état elle est, toujours en déficits de services et de qualité. L'une des raisons serait à mon avis la prédisposition à la triple association Santé, Béton ou briques et argents. L'esprit corrompu d'experts délaisse les dimensions humaines de la compétence, de la conscience et du savoir être, véritables piliers de l'excellence. En corollaire, sont valorisés les métiers sans ou à faible valeur ajoutée pour la santé publique, tel le hockey. Tant pis, un sportif peut se payer une vingtaine de médecins, parce qu'il gagne 30 fois plus qu'un spécialiste ?

Le même esprit se manifeste dans nos centres du savoir. Les universités sont surendettées, alors qu'elles forment des bons gestionnaires, des créateurs de richesses et des philanthropes. Certains se révèlent être des filous de grands chemins, à l'instar de Vincent Lacroix (affaire

Norbou), entre autres. Au Canada, rappelons qu'est bandit qui est pris la main dans le sac, pas celui qui a le sac dans la main. Et ça nous concerne tous, à tous les niveaux. Pour exemple, la justification par Bush et ses amis, de la guerre d'Irak. Nous savons qu'il a menti et corrompu l'armée à des fins non éthiques. Des vies humaines, du béton et des stocks de plomb ont été réduits en cendres, mais les milliards de dollars de dépenses n'auront été que déplacés. Loin d'être inquiété, le cowboy Bush en est récompensé ! Pourquoi ? Il y a des gens, des organisations qui ne font pas ou font mal le travail sensé être le leur, parce que corrompue à leur insu. Un autre angle de vue des dessous de l'iceberg de corrompus, nous fait voir la collusion concurrentielle entre Maclean's et L'actualité. De la même maison qu'est sortie la flèche incendiaire part le sapeur pompier ! Jean-Francois Lisée et Martin Patriquin, L'actualité et Maclean's, sont de la même église, Rogers. L'un fait le plein en allumant le feu, l'autre fait le sien en jouant au pompier. Et ils se font dire de bonnes choses, qu'ils démontrent une absence de collusion là où elle est présumée. Qui est cave ?

Le phénomène de la corruption va au delà de la course aux avantages financiers. Bon nombre de réactions tombent dans le piège du magazine. On s'offusque du classement, on avance que le Québec tolère moins la corruption. Mais, on reconnaît avoir de sérieux problèmes inconnus de corruption. Qu'on soit classé dernier ou premier, quelle importance eu égard ce défi de faire la lumière sur le phénomène et lui trouver des solutions ? Qui se compare se console, qui se console se complait. La complaisance envers la corruption, est en soi un signe de corruption avancée, inhibitrice des capacités anti-corruptives.

Moins évident que la complaisance, des réactions alarmistes lisent dans Maclean's l'encrage des perceptions conflictuelles qui divisent le Canada. Encore une fois, ne déplace-t-on pas le problème de l'univers de la corruption à celui des perceptions ? Certains y voient un coup de pouce au Québec pour sa séparation du Canada ! Quelle valeur et quelle base seraient celles d'un pays constitué en partie parce que désigné nation corrompue ? Les Québécois ne méritent pas du tout un tel destin. Avec dignité et sans coup fourré, ils garderont ce pays ou se donneront un nouveau. Surfer sur des vagues de lectures émotionnelles ou se laisser emporter par des vents d'écritures corrompues, c'est céder à l'opportunisme corrupteur.

Somme toute, nous avons besoin d'analyser en profondeur les formes et les causes de la corruption, de nettoyer les virus corrupteurs d'antivirus, et œuvrer avec rigueur et intégrité au rétablissement d'une société qui avance dans la lumière éclairante.

15. [Le Canada derrière les portes fermées du conseil de sécurité.](#)

13 octobre 2010, 12:05:21 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Se sauver, pour « sauver la face" ! Voilà comment peindre l'ancien champion onusien du maintien de la paix dans le monde. A s'y méprendre, Harpeur et les conservateurs précipitent le pays dans la délinquance humanitaire extrême, voire dans la déliquescence brutale. Son discours farcis d'angélisme nous endort, et nous fait avaler à petites gorgées la potion recroquevillante. Avec Harper.

La claque était prévisible.

Le gouvernement Harper nous l'a cyniquement commandée. Il a cru que le monde se serait aligné à la résurgence de la barbarie militariste à peine voilée, telle que pratiquée par l'empire anglo-américain, hélas le monde n'est pas dupe. Ce gouvernement est tombé des nuages. De Stephen Saint-Laurent à P. Eliot Trudeau en passant par Lester B. Pearson, le Canada s'est mérité une place au podium des grandes nations. Sous Chrétien et Martin, je ne sais pas dire si le Canada s'est maintenu sur son orbite ou s'il s'en est légèrement écarté. Le fait est que sous Trudeau, le Canada était distinct des USA, et sous Harper c'est le Québec qui se voudrait distinct du Canada.

Un feu qui couve depuis longtemps.

Sous Harper, le Canada n'est plus le Canada. Si Harper ou sa vision reste, il faudra renommer ce pays. Harper, ce n'est pas que du conservatisme extrême. Je saurais m'accommoder des conservateurs moralisateurs, après tout ce qui compte c'est l'harmonie de vie. Hélas, harper est le fossoyeur de concitoyens canadiens comme l'Albertain Ronald Allen Smith dans le couloir de la mort aux Usa, ou Omar Khadr dans celui de la dégradation humaine à Gauantanamo. Et bien d'autres cas tenus à l'ombre des projecteurs médias.

La dignité humaine et le respect des droits humains sont cyniquement bafoués par Harper et ses ministres, à tel point que le Canada a rejoint les rangs de pays délinquants. Rien qu'à se remémorer le drame de Droits et Démocratie au milieu duquel son président Rémy Beaugard a perdu la vie. C'était en 2008. Manifestement, Droits et Démocratie, un organisme public non partisan de veille sur l'état des droits humains, devait déranger les conservateurs s'il n'était aligné à leur vision. Bien d'organismes humanitaires, non partisans, se sont du jour au lendemain vus couper les vivres par le gouvernement Harper, parce qu'ils venaient en aide aux victimes des guerres de colonies au moyen orient. De mémoire, rappelons le cas de KAIROS qui aide les Palestiniens à survivre du joug leur imposé par Israël. La coupe à blanc n'a pas été dirigée uniquement vers l'action humanitaire. La culture, l'environnement et l'information peignent un tableau noir sur le drapeau du Canada. Comme si cela seul ne devait suffire, Harper n'a nommé à la diplomatie que des ministres doués pour faire rire de nous. « C'est la faute à l'opposition ! », a lâché l'honorable Lawrence Cannon tentant d'expier son échec. Souvenons-nous du passage de Peter Mackey au sommet de Nairobi sur le réchauffement climatique en 2006, et de la déclaration de Harper faite à Kampala la veille du sommet de Bali (Kyoto II) en 2007, qualifiant d'erreur le protocole de Kyoto. Etcetera.

En 2006, je criais et écrivais que Boisclair était moins séparatiste que Harper <http://www.pressegauche.org/spip.ph...> « Au Canada, alors que les souverainistes québécois peinent à rallier des concitoyens à une cause séparatiste, un homme et son gouvernement, démocratiquement portés au gouvernail fédéral, réussissent avec brio à clarifier et tonifier la perception québécoise de « société distincte » et le désir de souveraineté. Ces jokers du séparatisme ne sont pas ceux que d'aucuns s'imagineraient. Ce n'est ni Boisclair, ni Duceppe, ni Parizeau ni Luc Merville. Prônant le militarisme à l'américaine et la franchisation (franchising) d'Ottawa sous influences de Washington, Harper engage une partie de la nation dans la désillusion et la négation des valeurs canadiennes et québécoises, au point de placer le pays à la croisée des chemins. Je ne ferais pas allusion à la guerre des « faucons » Américains en Afganistan ou en Irak, ni à celle de leurs cousins israéliens au Liban, tellement ces barbaries nous sont lointaines et inexplicables comme le rejet par le seul Canada de Harper, de la motion du Conseil de Sécurité condamnant l'extension des colonies juives en territoires occupés. Une voix contre sur 47, la voix du Canada ! Ça n'a rien de canadien, ça sens plutôt l'américain. Pendant que les Québécois et une large majorité de Canadiens des autres provinces réclament sans espoir le règlement du déséquilibre fiscal, pendant que partout au Canada la pauvreté gagne inexorablement du terrain et met en péril l'espoir des jeunes et des retraités, Harper vide généreusement les coffres fédéraux dans les gouffres du militarisme ».

Entre le vrai et l'ivraie.

La politique étrangère du Canada est peut être plus vraie que diplomatique sous l'actuel régime, mais elle met le pays à poils, et ça ne peut être que très dommageable. L'espoir des peuples n'a pas de prix. Et c'est payant de semer l'espoir. Le Canada n'a sûrement jamais été strictement pacifiste, mais il aura été cette voix de l'humanité lointaine que tout le monde entendait et appréciait. Le Canada qui détenait les technologies du nucléaire, s'abstenait de toute course aux armes de destruction massive. En échange, le monde nous ouvrait les bras, heureux de faire affaires avec le Canada. Et, en plus des excédents commerciaux importants, le Canada est devenu le havre de la paix. Des peuples déchirés par la barbarie y trouvent refuge, dans l'espoir de laisser derrière eux leurs stupides différends. Ainsi, des Hutu et Tutsi, des Serbes et des Croates, etc., à l'instar des Juifs et des Palestiniens, revivent sans heurts dans un même cœur de Canadiens.

Mais, voici que Harper prône le parti pris, et choisit ses camps. En agitant sa casquette pro-israélienne, il aliène au Canada la sympathie des pro-la-paix. Pire, il ouvre la porte aux sentiments d'adversités pour qu'ils nous rattrapent au galop.

La gifle d'aujourd'hui devrait nous ouvrir la conscience de nous-mêmes. Elle n'est nullement adressée aux conservateurs, de toute façon la sécurité pour eux c'est Israël, l'Angleterre et les États-Unis. A se demander d'ailleurs quelle mouche les a piqués pour qu'ils demandent à siéger au Conseil de Sécurité ! Après Trudeau, le cœur du Canada a changé, ou plutôt le Canada a été mal représenté dans le monde. Dans les situations catastrophiques et chaotiques que notre monde ait connues, le Canada n'aura pas été à la hauteur des attentes. L'annonce initiale de 100 mille dollars d'aide aux victimes du tsunami en 2004, en dit long sur notre fonds d'empathie et de solidarité envers autrui. Haïti. L'implication la même année du Canada dans le départ du président Jean-Bertrand Aristide, l'élan suiviste et lymphatique de secours après les tremblements en janvier 2010, se passent de tout commentaire. Peut-on passer sous silence le rôle ou l'apparente absence de rôle du Canada dans les tragédies qui ont détruit le Rwanda, l'Irak, que sais-je encore ? L'on ne peut excuser l'inaction, ou l'erreur de jugement qui mène à

prendre parti de celui qui mène le jeu. Dans ces deux pays, le Canada a joué des basses dans la partition des USA. Peut-on savoir pour quels intérêts que le rôle traditionnel n'aurait protégé, et qui en est imputable ? Non, inutile et sans importance ! Car, il y a des secrets d'états que l'état lui-même doit ignorer, notamment ceux des individus corrompus à l'égoïsme. Trente ans plus tard, d'autres après nous sauront comment le blason du Canada a terni. Si hier le Canada pouvait trahir son drapeau blanc hissé au plus haut des mas, qu'en est-il maintenant qu'il est en berne, disons même jeté à la poubelle !?

Pour tout ce qui précède, les citoyens québécois ou canadiens qui avons à cœur l'héritage de Stephen Saint-Laurent et Lester B. Pearson, sommes interpellés. Sont également interpellés tous les élus et toutes les gens d'influences, afin qu'ils recentrent leurs visions sur l'importance pour le Canada, pour le Québec et le monde, de la paix et la solidarité entre les peuples.

16. Un nouveau parti québécois au dessus des partis existants

10 octobre 2010, 12:56:30 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

L'idée de François Legault et Joseph Facal de repositionnement idéologique a surpris plus d'un. Et pourtant, d'aucuns savent pertinemment que des partis politiques vieillissent comme des paquébaux. Impossible de manoeuvrer de l'intérieur ni de l'extérieur, pour redresser le gouvernail. L'imagerie de « belles mères » en témoigne.

Paradoxe typiquement québécois

Au moment où des projecteurs de médias montrent des ombres d'une gangrène de corruptions dans les entreprises et dans l'appareil de l'état, pensons juste à la commission Bastarache et aux sempiternels débats sur l'éthique ou ceux entourant le monde de la construction, des anciens du mouvement souverainiste virent à droite pour, disent-ils, mieux servir le destin national. Or, il me semble que c'est à gauche que logiquement se trouverait la cure anti-corruption. Ce sont des rois mages. Alors que Madame Marois gouverne à gauche, pointe à l'horizon ouest l'espoir d'un nouveau roi, libéral. Le problème de l'heure semble être celui de l'économie, loin d'être celui des institutions, de la redistribution ou de morale. Monsieur Charest respire ! Il peut même entrevoir de rester. Mais, ce n'est sûrement pas à lui que Legault et Facal destinent leur présent. Qui sait dans quelle étable dort sans fleurs ni pleurs le prochain souverain néolibéral du Québec, un messie vacciné contre l'effet de l'âge et des sondages ?

Au Québec, nous mettons plus d'énergies à rechercher et cultiver ce qui ne marche pas. Ainsi, les mauvaises herbes poussent partout. Certaines réelles, d'autres imaginaires. Nous les voyons partout, même dans les airs. Les médias nous y téléportent, littéralement, et pas toujours utilement, plutôt assez souvent débilement. Comment qualifierais-je autrement tous ces débats lancés par Maclean's la semaine dernière, ou la tempête de perceptions et de déceptions soulevée par « l'affaire Bellemarre » ! C'est là que se trouve la racine même de la corruption. Ces énergies, ces temps médias et ces fonds gaspillés auraient pu servir à relever des défis de l'économie. Évidemment, l'économie est également paradoxale : rien ne se perd, tout se déplace. Le problème se pose lorsque le travail et les fonds servent à ramasser ou coller des pots cassés.

Du souverainisme libéral

Nous sommes déjà souverains. Seulement nous sommes une diversité invisible et inaudible. Nous sommes tous québécois, parlons les mêmes langues (le Français ou l'Anglais), mais nous serons à gauche ou à droite, ou entre les deux plus à droite ou moins à gauche. Plutôt serons-nous tantôt à gauche tantôt à droite, selon l'angle de vue de la vie. Ainsi nos visions s'entremêlent, sans chocs lumineux. Quelles préoccupations distinguent les Québécois dits de gauche ou souverainistes, des autres dits de droite ou fédéralistes ? Le fait est que la façon de voir l'économie n'est pas déterminée par la façon de voir le pays. Il y a parmi les fédéralistes des gens de penchant socialistes, autant qu'il y a de libéralistes parmi les souverainistes. Le Québec serait un pays, nous aurions toujours des libéraux, des environmentalistes, des socialistes, des nationalistes, etc., et même des anarchistes.

Mirages référendaires, tourner les pages

Ca nous coute trop cher un référendum. Pas moins de 100 millions de dollars, temps des votants non compté. L'exercice est nécessaire certes, mais son coût s'empire en pertes d'opportunités. Pendant que le pays a l'esprit rivé sur l'incertitude constitutionnelle, il en échappe des occasions de rêver et inventer l'avenir. Distraction utile, ou préférablement à éviter, car floue et difficilement clarifiable. La question est : à quelles conditions le résultat d'un référendum sera accepté par tous pour être final et sans appel ? S'il est légitime de poursuivre le combat du rêve indépendantiste après un référendum, il le sera aussi de nourrir celui d'un retour au fédéralisme. Ainsi, nous ne nous en sortirions jamais. Autant revenir aux principes élémentaires d'une démocratie : créer d'abord et ensuite redistribuer la richesse, ne laisser personne exclue ou s'exclure de la contribution au destin national. L'actualité québécoise est depuis quelques années à mille lieux de là, dans des verbiages de gens rassasiés. Que récoltons-nous de ces mirages de commissions qui coutent la bagatelle, si ce n'est l'illusion d'avancer sur des tonnes de rapports en archivage ? Illusions d'enthousiasme et de satiété, propres aux temps de fêtes. Or les temps s'annoncent durs, ils sont déjà durs. C'est l'ère du changement idéologique et politique, tant au Canada qu'au Québec. Legault et Facal sont certes loin mais il y a sûrement de la lumière dans leur vision. Pouvons nous demander aux médias de mettre des ampoules éclairantes dans leurs projecteurs, pour nous éviter les ombres de nuages de la noirceur ! Osons le leur dire, ils s'ajusteront.

17. La part des médias dans la pollution mentale et culturelle au Québec

1 octobre 2010, 20:11:04 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

La pollution n'est pas qu'environnementale. Elle touche aussi l'économie, la politique, la culture, la religion ou la foi, l'opinion et l'information. Au Québec, il y a une maligne pollution médiatique dont les dégâts et les coûts sont inestimables. Le cas du dernier numéro de Maclean's qui dépeint notre société avec la légèreté sensationnaliste de vendeurs de mots, est l'un d'un longue liste qui remonte à peu de temps.

Les médias incarnent l'institution charnière de la démocratie, pouvoir du peuple par et pour le peuple. Ils sont les prothèses de l'œil et de l'oreille externe au service de la population. Mieux encore, ils sont supposés être sources de la lumière pour cette population. Les médias aident à la surveillance des maux symptomatiques de pollutions sociétales indésirables, dommageables au mieux être de la population ou au bon fonctionnement de la démocratie.

Cette contribution est noble et sacrée, au point, hélas, que les médias n'ont que la côte d'écoute comme critique. Or, l'écoute est foncièrement corrompue. Les médias nous ont habitué à des recettes piquantes, sensationnalistes. Les scoops, les rumeurs, des opinions qui donnent la chair de poule, etc., ont détrôné l'objectivité d'informateur.

Peu de gens voudront affronter les foudres des médias, pour oser dénoncer leur dérive. Ou plutôt très peu de médias accepteront de publier une critique qui s'adresse à eux. Pour avoir accès à l'espace médiatique, il faut absolument, dans bien de cas, commencer par lancer des fleurs au media sélectionné. Il est préférable ensuite de livrer des émotions.

Peu de médias font de l'éducation et de l'information une préoccupation centrale. Ils donnent la parole à de vrais spécialistes, des chercheurs universitaires, des praticiens expérimentés et visionnaires. La majorité des productions médias sont par contre organisées en clubs de gens de notoriété publique, purement médiatique. Ce sont les confrères et consœurs chroniqueurs ou animateurs qui passent à toutes les tribunes pour parler à la population, lui transmettre une opinion, des opinions. Les politiciens, n'ont pas ce privilège, et pourtant ils ont plus à communiquer, à expliquer. Non plus les penseurs et les chercheurs éclairés. La conséquence est que nos médias nous servent des plats médiocres, médiocrisant. Maclean's n'est pas le seul.

Ce soir, TVA dans son édition de 18h00 viens d'allumer la mèche sur la tête de la FTQ. Ces fonds auraient servi à financer la création d'emplois aux USA, alors que, de l'avis des animateurs, il aurait fallu s'en tenir à la création d'emplois au Québec. Qu'ont-ils de la mécanique de l'économie internationale ? Avant de mettre le feu à l'huile, n'aurait-il pas été plus sage de parler à des gens éclairés de ce domaine ?

Il est temps que la société québécoise change de lunettes de visions des médias. Bien d'enlissements dans des commissions et dans des discussions inutiles pourraient être évités, si les médias dépolluaient leur modèle d'offres. Les chicanes d'accommodements sont parties d'un manque de jugement médiatique, et n'ont pas été utiles. La présente commission Bastarache est également partie d'un aveuglement « scoop ». Je demeure convaincu que les avantages et les dommages ne balanceront pas.

Si les médias soignaient leur offre éducative, nous pourrions éviter les coûts de lois et des contraventions, par exemples en ayant des usagés routiers « civilisés » et responsables. Peut-on faire moins de publicité des mauvaises habitudes et pièges de consommations et en faire plus pour les bonnes attitudes sociales, politiques, environnementales et économiques ?

Que les médias se corrigent, ou faudra-t-il les nationaliser

18. [ONU : des génocidaires rwandais payés et habillés comme des humanitaires](#)

5 septembre 2010, 12:41:33 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Secret de polichinelle, le pouvoir de Kigali est assis sur d'immenses fosses communes. Depuis 90 à nos jours, Kagame et ses hommes excellent dans la barbarie, et le camouflage de leurs crimes. Leurs victimes sont essentiellement rwandaises, congolaises, espagnoles, françaises,... et canadiennes. Un sombre bilan, plusieurs millions, oui des millions de morts.

Le comble, non seulement seize durant Kagame est demeuré au dessus de la justice internationale, mais il a flirté avec les Américains, les Anglais, les Français, les Belges, ..., les Canadiens. Des dignitaires et humanitaires des pays riches (exemple : Reine Elisabeth, Bill et Hilary Clinton, Tony Blair, Koffi Anan, Ban Ki-moon, Roméo Dallaire, Bill Gates, Bernard Kouchner, Sarkozy, Michaëlle Jean), sont allés lui serrer la main et lui faire des courbettes pour demander pardon de n'avoir rien fait durant le génocide de 94. Seize ans durant, quelques témoins et observateurs sérieux avons dénoncé l'escroquerie, et sonné l'alerte sur un génocide qui continue dans l'ombre d'un autre reconnu et heureusement terminé avec la guerre en 94. Ce fut chanter dans le métro. Ceux qui osaient sortir pour parler à ciel ouvert, ont été vilipendé. Cette tribune de Vigile en témoigne et en garde encore des pièces de mémoires. Recherchez [Robin Philipot](#) et lire [Bernard dans sa chronique du 31 août dernier](#).

Le salut d'un criminel se trouve dans la pénitance. Comme Kagame est impénitent, ses fusibles de complices en occident s'usent. Ils finissent par couper le courant, ou causer des courts-circuits. Certains, nouvellement installés pourront même laisser passer plus de voltage que Kagame et son organisation criminelle auront chaud, trop chaud.

Le mois d'Août dernier était marqué par un simulacre d'élections présidentielles. Kagame était logiquement seul électeur inscrit, et seul candidat admis. Il ne pouvait de toute évidence voter contre lui-même, autant qu'il ne peut jeter ses canons et capituler devant des crayons. Pour y arriver, il y est allé avec tout son naturel étalant au grand jour ses instincts criminels : un opposant et un journaliste assassinés la veille des élections, des arrestations et des tortures, un avocat américain emprisonné, etc. Tout se sera passé comme prévisible, sans protestations audibles.

Mais voici que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme vient de permettre aux médias de publier des conclusions d'enquêtes sur les crimes de viols, de vols et de génocides à la charge de Kagame et son organisation FPR, sur le sol congolais. Ce n'est qu'une pointe de l'iceberg.

Le diable dans l'eau bénite

Comme on devait s'y attendre, Kagame et ses pions n'entendent pas attendre le scellé de leur sort. Ils menacent de retirer leurs tueurs de la mission de Casques Bleus au Darfour, si le secrétaire générale de l'ONU, le coréen Ban-Kimoon, ne censure pas la publication officielle de ces constats. Il semble selon Kagame que ca prend des experts génocidaires ou en génocides pour fournir 3 mille hommes appelés à neutraliser d'autres génocidaires.

Fuite en avant ou cynique diversion

Kagame menace de retirer ses ordures ! Est-ce une menace ? Plutôt c'est une honte et c'est inacceptable que des génocidaires portent l'uniforme d'humanitaires, payés et nourris par les contribuables soucieux de faire échec à la barbarie. Ca urge, il faut que Ban-Kimoon procède sans délais à la purge, et que la Justice Internationale fasse le travail attendu.

Le Canada, a l'occasion de se racheter

Des Canadiens ont été tués par des hommes de Kagame. Les familles Pinard, Simard et Pinsky ont droit au deuil. Les néo-canadiens, avons droit au deuil. Nous ne pouvons nous accommoder indéfiniment du silence, encore moins de la complaisance de notre gouvernement envers nos fossoyeurs. Dallaire, Chrétien, Baril, Arbour, radio-canada, entre autres, sont invités à se désolidariser des génocidaires de Kigali. La justice canadienne et la GRC sont également invitées à revisiter les lieux des crimes, à relire leurs notes et ne plus permettre de ne rien faire face à un génocide qui se poursuit, à ne plus permettre que des innocents servent de combustibles au pouvoir de criminels impénitents.

Anguilles sous roche

Le secrétaire général de l'ONU Ban-Kimoon devrait avoir peur de l'avenir dans le dossier des Bleus belges tués au Rwanda le 7 avril 94. Il y a également dans le placard les squelettes de deux présidents tués le 6 avril dans l'attentat aux missiles contre l'avion "mystère", falcon 50 du Rwanda. Qui a tiré sur cet avion ? Et pourquoi l'ONU, le TPIR et même Kigali ont tout tenté pour banaliser ce fait déclencheur des orgies ? Lui et ses maitres gèrent le temps et espèrent que nos lumières et nos hargnes s'éteignent avant longtemps.

Nous avons quant à nous le devoir de défier nos fossoyeurs et leurs complices, leur offrant des fleurs d'indulgences et d'humanité. Reconnaître le génocide des réfugiés rwandais au Congo (RDC) est un petit pas. Il faudra ensuite enlever les saupoudrages fallacieux d'excuses ou de brouillage de la responsabilité première de Paul Kagame. Ils ne servent à rien, car on n'en voudra pas à sa peau, nous sommes d'esprit différents de lui. Ainsi de suite, la lumière fera tout le chemin menant aux actes et sources de génocides hélas encore actives aujourd'hui.

Le train de la Vérité est en marche, restez attentifs et au mieux, embarquez et participez à le faire avancer.

19. Commission Bastarache, pilule du lendemain pour un viol collectif

4 septembre 2010, 11:42:07 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Record d'écoute et record de nouvelle au Québec, bientôt titreront les chroniqueurs commentant le travail de la commission Bastarache, ou plutôt le « Bellemarregate ». De loin, on sera tenté de s'en réjouir, de croire que la population prend l'affaire au sérieux et veuille aller au fond des choses. Ceci est peut être vrai. Hélas, à lire nos médias, on ne peut que vite déchanter. La vitrine de la commission y est présentée dans le format de la télé-réalité. Toujours la trappe du sensationnalisme médiatique à la sauce piquante de scandales avec sucrerie de bouffonneries. Nul besoin d'exemple. Assez chanté, belles cigales. Sonnez s'il vous plaît la fin de la récréation.

Bellemarregate ou viol collectif

A voir la chose en profondeur, Marc Bellemarre est avec Charest dans le ring de nos institutions de bonne gouvernance. Ses révélations et son combat auront manifestement été dirigés contre Charest, qu'on dira un combat de coqs. Hélas, plus que cela, ce sont nos institutions qui absorbent les coups et qui subissent à s'y méprendre une sournoise démolition. Personnellement, je ne saurais plus considérer avec le même respect un juge, un ministre, un élu, ..., non pas par soupçon d'incompétence plutôt parce que sur eux planera le spectre de copinages incestueux et d'influences indues. C'est dégoûtant et c'est d'autant troublant de voir que toutes nos institutions perdent leur lustre, inexorablement une à une comme dans une télé-série dramatique. Que nous reste-t-il du capital de sympathie et de confiance envers nos ordres religieux, social, syndical, patronal, policier, politique, ..., et depuis récemment, judiciaire ? Avons-nous conscience des façons que tout est en train de se déconstruire ?

« Tout est sous contrôle, rien de tragique, on n'est pas dans une république bananière », avons-nous à dire. Bien que j'apprécie avoir un témoignage oculaire sur la gangrène du trafic d'influences, je trouve malheureux, irresponsable, cynique et malsain qu'un juriste, avocat et ancien ministre de la justice puisse aussi spectaculairement nous vendre l'image d'un système judiciaire non indépendant. « Me voici, chère patrie, je t'ai trompé. J'ai, avec mon ancien patron violé ton âme, la voici enceinte de moi, de nous, et qui sait de plusieurs autres avant nous ». Ainsi puis-je paraphraser Marc Bellemarre. N'aurait-il pas mieux fait d'œuvrer autrement à faire corriger le système, comme député d'un autre parti par exemple ? Tant pis, nous prendrons la pilule Bastarache, pour arracher les avortons.

Pointe d'iceberg

Je n'ai pas qu'une perception amère du Bellemarregate. Qui sait encore compter le nombre de commissions tenues au Québec ? Et combien réclamées ? Nous sommes en mode de gouvernance par commissions. Partout ça craque, plus possible de faire confiance aux institutions, aux professions. Le Québec risque d'être ingouvernable, rien qu'à voir la succession de leaders passés au passoir les dix dernières années.

Il y a un profond problème. Partout il y a des problèmes. Un des plus préoccupants, c'est que nous ne savons plus que voir des problèmes, et pire, sachant pas comment leur adresser de bonnes solutions. Très tentant de vite monter aux barricades, ou envahir les tribunaux et gaver

les avocats ! L'argent est ce qui manque le moins, même qu'il faille s'endetter. Hélas, c'est aussi le sou qui nous voile l'esprit. J'inviterai les formations politiques à mieux articuler leurs projets de société. Ensuite, que les médias, les élus et le gouvernement pèsent moins sur les pédales d'argents et plus sur celles de l'intelligence et de la qualité humaine, soignent l'offre de communications, d'informations et d'opinions publiques. Car les perceptions et les attitudes font partie des sources à bien de maux qui minent la gouvernance de notre destin commun.

20. Qui croire St-Jean ou St-Marc ? TOUT FAUX

29 août 2010, 23:46:11 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

« Nous avons tout faux. C'est ce que je tire comme conclusion des premiers jours d'audience de la Commission Bastarache. Tout faux, lorsque nous pensions qu'il faudrait — qu'il suffirait — de déterminer si Jean Charest ou si Marc Bellemare disait vrai. Or, à les entendre, j'ai acquis la conviction qu'ils cachent tous les deux la vérité. ... » Signe Jean-Francois Lisée sur son blog <http://www2.lactualite.com/jean-fra...> Toujours tout faux ! Faux dans tout au moins 4 considérations :

1- L'intérêt et la question ne sont pas de savoir qui dit la vérité ou qui croire le moins, ni qui risque fort bien de s'y faire déplumer, plutôt d'analyser et éclairer l'état général des gangrènes sociétales dont le présent drame est un symptôme, à mon avis le plus grave et le plus cynique sur une longue liste en passe de passer aux oubliettes. Le grand perdant qui dans ce débat est laissé pour compte, notre société orpheline de la confiance en ses institutions.

2- Marc joue sur le terrain de l'ignorance populaire et mise sur la maladie pour ne pas dire le manque de capacités lumineuses chez les gens des Medias. Il sait que le peuple ne peut rien comprendre des sombres engrenages de la gouvernance et de l'éthique politique, et il sait par dessus tout ce que le peuple comprend et retient d'une dialectique de type David et Goliath. Les médias québécois font hélas partie de ce peuple. Ils sont malades, également myopes !

3- Charest ne nie pas tout. Il nuance et joue sur la pelouse du temps. Il sait que dans le court terme l'émotionnel a le dessus et que les médias populistes le vendront pour un Goliath. Il sait par ailleurs qu'à terme le fond du problème remontera à l'ordre du jour pour être examiné avec des loupes de la rationalité. Ainsi, il ne nie pas avoir rencontré Marc sur la question des nominations. C'est après tout une de ses responsabilités et prérogatives. Un jour ceci lui sera reconnu. Il ne nie pas non plus avoir suggéré ou proposé des noms ou donné des directives. Après tout s'il nomme un ministre, c'est pour que ce dernier soit son bras dans le ministère concerné. Qu'on n'arrête de faire croire tout le contraire. Ce que Charest nie, c'est d'avoir entendu une quelconque plainte de la part de son ministre en rapport avec de supposées influences indues. Il ne nie pas que Marc en aurait subi, il nie l'avoir entendu s'en plaindre ou s'en marrer, et indirectement il nierait alors en avoir été au courant. Quoi qu'il dise et quoi qu'on en fasse, lui est là pour rester, au moins le temps de son mandat à moins d'impondérables inimaginables.

4- Nous savons comment ca fonctionne la politique. Le problème est que nous sommes bêtement emmenés à passer au cash pour des conflits d'individus sans garantie ni idée que cela serve à soigner notre société. Ne serions-nous plus éclairés de renvoyer Saint-Jean et Saint Marc aux rings de la justice, et nous préoccuper de soigner ou laver nos institutions ? Hélas, nos médias nous distraient et nous retiennent dans les giratoires de l'adversité.

21. La conduite dangereuse sur l'autoroute de la Souveraineté

11 juin 2010, 19:43:09 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Cette réflexion m'est inspirée par le beau texte de Mr Réjean Labrie du 9 juin [« Qui devrait avoir droit de vote lors d'un éventuel référendum »](#).

Le « pays » nous habite, c'est louable. Mais, ... il y a toujours un « mais », des « mais » et des « si... », que je trouve parfois évitables. Un conducteur qui fixe dans son esprit la destination et garde ses yeux rivés sur les rétroviseurs, ne reculera pas mais n'arrivera pas non plus. Au contraire, il fera inévitablement des accidents. Qu'en est-il des passagers qui font de même ? Ils ne l'aideront pas.

Restreindre le droit référendaire ? Il est dans mon esprit totalement légitime de poser des questions et d'orienter sa réflexion dans un sens comme dans un autre. Et, contrairement aux aveugles qui crient au scandale à l'évocation « du vote ethnique » référendaire, je trouve très utile et indispensable de débattre librement et sincèrement de cet autre aspect du destin québécois.

Moi, je suis de ceux que Monsieur Labrie voit dans le miroir de droite de son véhicule, soit les immigrants. Je suis Québécois (et donc Canadien), je connais le Québec depuis 22 ans. Selon l'esprit de lois, je suis citoyen à part entière, comme vous et sans lieu possible d'une quelconque hiérarchisation. Il ne peut y avoir, de principe, plus québécois que Québécois. C'est donc dire que toute considération basée sur la discrimination des générations migratoires fait erreur d'évaluation tel le miroir de droite.

Revenons au référendum du pays. Je préfère parler de « pays » que d'indépendance ou de souveraineté. On peut être souverain et indépendant tout en demeurant Canadien. Et alors du pays et de la participation référendaire. Je trouve, avec tous mes respects à Monsieur Parizeau, simpliste et superficielle l'indexation de l'immigration récente. Pour au moins quatre raisons : 1- ce ne sont pas seulement les nouveaux immigrants qui voteraient contre le pays Québec. Et chaque vote compte. 2- Il y a des « immigrants » du miroir de droite qui votent avec les immigrants des anciennes générations de « nous ». Chaque vote comptant toujours, indexer l'immigration dans cette lutte leur porte préjudice. Soyons donc conscients de ça, et évitons les marchettes du mépris inutile. 3- Ceux qui votent oui, non ou rien sont également Québécois. Et c'est avec cette diversité de vues, de sensibilités que se font, se construisent des pays. 4- Le pays du rêve de nombreux Québécois n'est pas un pays « mort » ou « statique ». C'est, un pays vivant, un pays d'avenir. Qu'est-ce que l'avenir des nations ? Il ne faut pas se leurrer, la mondialisation économique aura précédé une autre plus intelligente et plus intégrée, la mondialisation humaine. L'immigration n'est plus un ruisseau qu'on peu dévier ou condamner, c'est un fleuve navigable. C'est ça l'avenir des nations. Et chaque molécule d'eau de ce fleuve compte. C'est fou d'y penser.

Et notre Québec dans cet autre « Saint-Laurent » ? Inutile et contreproductif de vouloir séparer les eaux du fleuve aux Iles-de-la-madeleine, entre celles de la Saint-maurice, de la Saint-François, de la Richelieu, de la rivière des Ouataouais, etc. Ensemble nous dessinerons le destin commun, et nos divergences de croyances constituent une police de surveillance contre

les inutiles et dangereux excès de vitesse. Et c'est au fond un renforcement de conviction. Ce serait plate si à Québec on n'attendait, évidemment dans un tout autre contexte, que Charest.

22. Chassons nos peurs, et soyons souverains

31 mai 2010, 14:56:09 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

La peur fait des miracles, là où la volonté ne cesse d'échouer. Malgré de bonnes intentions et de solides amitiés, je n'aurais pensé devoir un jour envisager le pire, ou le meilleur selon certains : l'éclatement du Canada et la constitution du Québec. Depuis fort bien longtemps, le Canada me fascinait. La paix, la dignité universelle, l'ouverture de soi sur le monde et sur autrui, la justice et la solidarité internationales. Ces attraits sont également québécois. Mais le Canada est plus grand aux yeux de mon monde que le Québec. Jusque récemment encore, j'y croyais.

Et voici qu'en quelques années de règne, Harper me fait si peur que j'ai peur du Canada. La paix brûle en Afganistan, l'assistance aux victimes de guerre gèle en Palestine, la démocratie s'évapore aux communes, la compassion envers des citoyens en détresse à l'étranger vire en sous-traitance de persécution, la justice internationale se plie aux dictats de criminels immunisés. Le Canada ne rapatrie pas des criminels, il expatrie même des citoyens le moins suspectés d'être de mèche avec les confréries de la violence. Ainsi, Ronald Ellen Smith est ignoré derrière la ligne verte aux USA alors que Omar Kader est maintenu à Guantanamo, Maher Arar est sous-traité aux américains pour être détenu et torturé en Jordanie et en Syrie, les prisonniers afghans sont livrés à leurs frères ennemis, etc. Les droits des vivants ne sont pas les seuls violés par le Canada d'aujourd'hui. Les soins à la terre sont réservés aux vers de terre, l'information et la culture universelle sont réduites et soumises à sa foi religieuse. Produire le pétrole et l'argent des riches, constitue sa seule et stérile passion. Qui reconnaît le Canada d'avant Chrétien dans le visage politique d'aujourd'hui et des dernières années ? Peut-il y avoir pire à nous faire plus peur ? Pour les souverainistes, je crois que c'est plutôt différent. Leurs peurs sont d'une tout autre nature. Les peurs de Québécois.

Les Québécois n'ont pas tous une peur bleue de Harper. Ils le croient passager. Plutôt les fédéralistes québécois ont peur des souverainistes séparatistes, inversement les souverainistes ont peur des fédéralistes. Doublement avec raison. Ils ont peur les uns des autres qu'ils n'osent se parler librement et clairement du problème qui les oppose, et tous ont peur des premières nations. Je me demande combien pensent et sont conscients que les amérindiens sont des Québécois. On les exclut et on préfère les ignorer ou au pire les stigmatiser Et eux, se perçoivent-ils « québécois » ?

Nous avons peur d'être des immigrants, et nous avons par ailleurs peur des nouveaux immigrants. Il y a de quoi. Nous voyons les premières nations dans des réserves et craignons un possible notre tour. Insensé ! La guère des colonies à l'ancienne, c'est fini ! Peut-on alors dormir sur des lauriers ?

Les souverainistes ont peur des anglophones. En fait, c'est d'eux-mêmes qu'ils ont peur, la peur de ne pouvoir communiquer et s'imposer face à l'autre. En conséquence, nous oublions que ces autres sont nos concitoyens, jusqu'à nouvel ordre. Nous avons peur de l'anglais, langue qui se veut la clé du monde. Comment réconcilier notre attachement au français et au monde, et notre phobie de l'anglais ?

Nous avons par ailleurs peur, non pas d'être souverain, d'assumer l'indépendance. Pourquoi avoir peur ? Pourquoi a-t-on peur ? Ces deux questions sont complémentaires. On a peur soit de

l'inconnu, soit de perdre le connu. Et c'est perdre qui fait peur. Quand on n'a rien ou que l'on se trouve dans la tourmente, quand on est dans l'obscurité, on ne craint pas risquer de s'en sortir.

Des Québécois ne manquent pas de l'essentiel pour avoir faim de souveraineté ou de l'indépendance. Ce qui nous manque, nous avons appris et sommes conditionnés à nous en accommoder. Qui se compare se console. Ne sommes nous pas à tous les jours gavés de comparatifs et à toutes les tribunes pour nous dire que nous sommes "chialeurs" ! Le projet de souveraineté fera peur pour deux raisons : il est plus idéologique que concret, et il manque de leadership inspirant (champion).

La revendication indépendantiste évoque la lutte contre le colonisateur. Or au Québec, le colon est invisible du quotidien des citoyens. Si l'on ne saurait nier sa réalité, c'est alors qu'il est plus imaginaire que démonstratif. Que changeraient le drapeau ou l'hymne de pays dans la vie de tous les jours des Québécois ? Peu de gens y entrevoient un rehaussement de leur statut. Peut-on se mobiliser autour d'un projet aux apparences excentrique ?

Tout projet idéologique se doit de se construire sur le socle et la charpente d'un leadership champion. La recette de ce type de leadership est simple : du charisme et du contexte. Un érable a beau être un érable, il ne produira pas de sucre sans hiver ni dégel. Non plus un jeune ou trop vieux érable aura beau subir l'hiver, il ne produira rien. Au Québec, nous manquons de leaders champions de la trempe de ceux de la révolution tranquille. Ou plutôt c'est le contexte qui est stérile. Nous avons un leadership des moments présents, des enjeux actuels. La situation doit s'empirer, pour que des leaders puissent émerger et nous satisfaire. Tant et aussi longtemps que nous saurons nous accommoder de ce que nous avons,

nous serons cyniques et trop exigeants envers tout aspirant leaders et continuerons à les casser en série sans nous questionner. Et nous continuerons de rêver d'une souveraineté sans jamais la voir lever. Il est temps de passer le flambeau aux plus jeunes, ils sont nés pour vaincre nos peurs et rebondir de nos échecs.

Francois Munyabagisha (fmunyabagisha hotmail.com)

23. Avortement : péché ou progrès

28 mai 2010, 22:44:38 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Sont nombreux qui se demandent pourquoi le cardinal de Québec ramène la question de l'avortement sur la table au lieu de laisser notre Justice s'en occuper. Certains se sont empressés à le condamner et sont montés aux barricades. Je les comprends. Cependant, à mon avis ils font fausse route. Pourquoi s'en prendre à un religieux dont l'opinion est conforme aux dogmes de son organisation, une organisation légale, indépendante et millénaire ? La question n'est pas de savoir que faire de différent en cas de grossesse non souhaitée ou à risque(s), plutôt questionner ce qui crée le besoin d'avorter. Je crois que toute société lucide doit toujours se remettre en question. Comment en arrive-t-on à vouloir/devoir avorter ? Les cas et causes sont multiples, chacun le sait, et complexes.

On parle souvent de viols. Mais ne déplace-t-on pas le problème en centrant le débat sur l'avortement que sur le viol ? Je crois que la société doit envoyer un message clair au violeur : Prison à vie, sans droit au sexe. Et ce n'est pas suffisant.

Certains cas de viols sont associés aux guerres. Il serait utopique et stupide de vouloir punir des seigneurs de guerres pour les crimes de viols ou de destruction de la vie des femmes et des enfants. Ce serait refuser le viol et en s'accommodant de la guerre ! La guerre est pire que le viol, elle n'a qu'un sens : détruire l'humain et les produits de ses mains. Tuer, violer, affamer, torturer, droguer, enrôler des enfants, etc, sont propres à la guerre et on ne peut les éviter sans éviter la guerre. La guerre est hélas une industrie florissante, qui crée ici et là des emplois, qui draine des richesses entre les mains de gens intouchables et d'autres ordinaires. Vous auriez ou vous avez un cousin salarié de l'armée ou d'une entreprise de production de cartouches, aurez-vous l'audace de lui dire de virer son patron ?

On parle aussi de brèches dans la planification des naissances. La pilule, le condom et l'abstinence ne fonctionnent pas toujours comme sur des roulettes. Plus important encore, chaque parent voudrait avoir des enfants en bonne santé. Certains parents sont plus confortables avec l'idée de donner vie à un enfant sans vue qu'avec l'expérience de l'avortement. C'est normal. Le contraire aussi. Moi, je ne compte pas le nombre de fois que j'ai péché au sens du cardinal de Québec. Je m'estime chanceux d'être au Québec, et d'avoir pu réguler les naissances de nos enfants avec ultimement l'aide de l'avortement.

Le prélat a par contre raison de rappeler la morale. Comprenons-le, intellectuellement. Si ma conscience ne me juge pas, si je suis en harmonie avec moi-même et ma vie ou que je me suis réconcilié avec mon passé, c'est dire que l'enfer n'est pas proche de moi, peu importe les dires du cardinal. Les gens qui se sentent incriminés par la morale religieuse ne sont pas autonomes moralement lorsqu'ils posent des gestes conduisant à l'avortement. Les incriminer n'est pas une solution, pas non plus leur servir sur un plateau en or des ventouses et pilules du lendemain. Il faut mettre en aval l'information et la sensibilisation. C'est ce que je crois comprendre du rappel du cardinal de Québec.

Cependant, à ce niveau de l'effroyable effort d'éducation, il se pose un problème dont vous ne parlez pas, et qui se trouve à l'origine des difficultés à discuter clairement de l'avortement. Ce problème concerne la « culture du sexe ». Le sexe est un produit de consommation, aux yeux et à la conscience de la majorité. Mais le sexe peut évoquer la fonction naturelle de reproduction.

Selon cette dernière, nous aurions moins à nous soucier d'avortement, c'est évident. Étant un produit de consommation intense et anarchique, on trouve aberrant de dire aux gens de revenir à la modération, à la raison, à l'usage naturel des organes biologiques du corps humain. Je vous mets au défi de parler de modérer la consommation du sexe Dites-le, et votre estime populaire chutera. Ne trouvez-vous pas troublant que le sexe soit banalisé au point de rendre accessoire la fonction de reproduction qui pourtant est à l'origine de la vie ? Il y a plus de place et de punch dans les médias à parler en faveur des libertés sexuelles et débats publiques. Comment pouvons-nous arbitrer entre la banalisation du sexe et les dérives sexuelles tel le viol et l'inceste, sans replonger dans le bain de la morale ?

S'il est vrai que les humains sont devenus des lapins, alors la morale arriverait trop en retard. Mais je crois que la surconsommation du sexe est amplifiée par les médias, les films et la télé, et qu'au fond il y a un fond de morale qui dort chez la majorité silencieuse des citoyens, et des fidèles. Je crois que le cardinal de Québec fait donc bien de nous réveiller. Autrement ce que nous voyons à la télé se transposera partout dans nos cours d'écoles, dans nos parcs, dans nos salles d'urgences, etc.

Il y a aussi des cas d'accidents naturels et incidents malheureux. Des enfants de 9 ans, 12 ans, ... apprennent à consommer le sexe. Les incitations sont omniprésentes et les occasions incontrôlables. Peut-on savoir pourquoi nos bébés s'amuse entre eux avec leurs pipis ? Parce qu'il est tabou de dire que c'est une aberration sociétale. Il y a des cas d'incestes, ... Comme pour les cas de viols, mettons l'accent sur l'acte et les circonstances. Ainsi, la jeune fille ou la femme concernée cesse d'être la cible du jugement pour être considéré à juste titre comme une victime d'abord, et une actrice de la suite des événements qui aura besoin d'assistance diversifiée et appropriée.

Il est tout à fait logique et louable que l'ordre religieux nous dise de mettre la vie avant notre confort, nos peurs parfois justifiées, notre propre sécurité. Mais c'est aussi notre devoir de savoir faire la part des choses, et assumer. Le pape n'excommuniera pas un protestant, un mormon, un athée, encore moins un catholique ne s'étant pas confessé d'avoir péché. Le problème se pose quand on pose un geste et qu'on n'est pas confortable avec. Peut-on être religieux et dire à ses fidèles de pécher et être confortable avec ? Ce serait la fin de l'humanité.

Je crois tout compte fait que vous, les faiseurs d'opinions, avez un rôle noble d'aider à l'éducation sociale et politique. Le faites-vous de façon irréprochable ? Hélas j'ai l'impression que souvent vous surfez sur l'adversité et péchez par l'assurance de vos certitudes. Je parle de « vous », pour l'ensemble des chroniqueurs, réalisateurs et éditorialistes.

24. Le pire de la crise et des scandales : une civière sur le dos du malade.

14 mai 2010, 13:03:19 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Ça sent partout le moisi. Même au centre Bell, le syndrome de pourri sait transformer les plus belles victoires en ludiques cauchemars. On s'indigne de voir des voyous mettre du feu à la fête, mais rien à y faire, on s'en accommode ! La police et les assurances règlent la note, se dit-on. C'est qui l'argentier de la Police, c'est qui l'argentier des assureurs ? Les travailleurs.

Depuis plusieurs années, le Québec s'engouffre de plus en plus dans une sorte de giratoire. Ingouvernable ! On dirait que des « girouettes » en sont au gouvernail. On avance, on recule, on tourne en rond, aucune décision qui tienne exceptée celle de ne rien bousculer. Pendant des années, le Québec investit toute sa foi dans la Santé. Je dis bien « foi ». Le domaine est une forêt de dogmes. D'aucuns n'y voient qu'un problème de financements, et croient qu'avec le dieu dollar des murs de bétons feront bouger les civières. L'argent du béton, de la quincaillerie et des salaires est nécessaire. La culture organisationnelle et l'éducation sanitaire, le sont beaucoup plus. Important donc de lorgner du côté de la culture, des habitudes, des attitudes, des perceptions du mieux être individuel ou collectif.

Malgré toute une montagne d'efforts et de discours, la santé va toujours mal, c'est du moins la perception que les Québécois en avons. Qu'en est-il au juste ? Nul ne saurait dire. Le fait est que l'attente est longue, que des erreurs ne sont pas rares, que des médecins traitent en urgence des grippés qui peuvent guérir seuls chez eux. Je me souviens avoir passé en début de cette année 7 heures d'attente à l'urgence, pour me faire dire que j'étais classé code 4 et que je ne pouvais m'en aller sans voir le médecin. Tout le monde le sait, excepté ceux qui sont dans l'action, notre système est malade de l'intérieur, et le dire semble porter préjudice au brave personnel concerné. Or, ce n'est pas eux le problème, plutôt le système. Tout justifie une consultation, une longue consultation, ou une consultation spécialisée ! Comment en sommes-nous rendus là, et comment en sortir ? Ni les patients, ni les agents du système de la santé, seuls, ne sauraient trouver l'issue. Des malades qui portent leurs civières, c'est autant exaspérant que désespérant.

La crise d'efficacité et d'incapacité de se soigner n'est pas confinée à la santé. Nos routes, nos écoles, nos usines, nos temples, etc., s'écroulent. Des fissures et des frictions se multiplient, et résistent au colmatage par commissions somnifères. Les derniers de nos joyaux, l'Identité, la Démocratie, la Famille et la Justice, sont pris dans le tourbillon. Quand la désignation des juges n'est plus du domaine sacré, ou quand ça en a l'air, c'est toutes les libertés qui s'enrhument.

Tout arrive presque en même temps. Mais à chaque fois, les médias, les contribuables et les élus concoctent des solutions ponctuelles au cas par cas, selon les tendances d'une majorité instable structurellement. Des patches de solutions ne peuvent soutenir la cohésion. Ce qu'il nous faut au Québec, ce ne sont pas des grèves, encore moins des lois. Ce ne sont pas non plus des états généraux de partis, plutôt des États généraux de la société. Le Québec d'aujourd'hui n'est pas né de la terre. Il est l'œuvre d'une révolution tranquille visionnaire. L'œuvre a fait son chemin. Elle nous a comblés de succès, et nous en sommes majoritairement héritiers. Ses ouvriers ne sont plus, ou sont à l'âge de la retraite. La relève dort, envouté par l'illusion du progrès. « Tout vas bien, tout est sous contrôle, nous sommes les meilleurs », psalmodions-nous au fond de nous. Mais rien ne va plus. Les médias s'emploient à nous le marteler, à nous

le rentrer dans la caboche. Ca pogne vite. Nous sommes les meilleurs, et rien ne va. La leçon est bien mémorisée. Le bug, c'est l'énigmatique incapacité de rebondir. Je nous invite à y réfléchir. Si hier la révolution tranquille a puisé son alimentation des valeurs chrétiennes et des sermons du dimanche au temple ou à l'auditorium universitaire, que sont devenus ces *alma mater* de notre heureux destin ? Qui a pris le relais ?

Le pire des crises de notre société n'est pas à venir. Il est à l'origine du giratoire. Nos médias ont usurpé le trône de la gouvernance et de l'éducation des masses. Peu de médias font du bon travail, mais sont comme des pharmacies bourrées de médicaments mais sans pharmacien ni médecin pour administrer les prescriptions. Beaucoup de médias produisent du poison, et touchent la majorité de la population. Le sensationnel, la publicité au service de l'abrutissement constituent leur ligne éditoriale ! Quelles productions sont les plus consommées, et quelle contribution apportent-elles au maintien du mieux être et de l'harmonie sociale ? Sacré, ils sont intouchables. Ils critiquent tout, surfent sur des rumeurs, des demies vérités et des tragédies au jour le jour, mais personne ne peut les critiquer, au risque de recevoir leurs foudres. Pas même les bons médias, ou les médias spécialisés, encore moins les élus. Autant ils divaguent, voguant d'une actualité sensationnelle à une autre, nous sommes dispersés. Globalement, il me paraît que nous sommes 20% à gauche, 20% à droite, 20% au centre droit et au centre gauche. Mais la configuration change, tel sur du sable mouvant, à chaque tempête. Comme il y a trop de tempêtes, nous ne savons plus qui nous sommes, ni avec qui nous sommes. Ainsi notre modèle de démocratie est dysfonctionnel, il est à revamper.

Il y a place à un examen de conscience et à un diagnostique approfondi du rôle et des pouvoirs des médias, des élus, des citoyens, des juges et des corporations. Aussi, devons-nous revisiter la superstructure des projets de société portés par les politiciens, qui encadre l'esprit et l'exercice des libertés. Il faut s'y pencher sérieusement. Croire ou faire semblant de croire que les médias servent notre démocratie, c'est en soi une maladie qu'ensemble nous devons soigner. Quand la société craque de partout, obstinément, les médias ne peuvent en être ni indifférents, ni innocents. Évidemment, le défi qui s'impose est celui d'un diagnostique de l'ensemble des composantes systémiques de notre société.

25. Du nationalisme de minorité au populisme de nationalité

11 mars 2010, 17:27:29 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Notre civilisation est fondamentalement celle de la liberté universelle et des libertés collectives. C'est-à-dire la liberté d'opinion, de religion, d'habillement, de mouvement, d'idées, de créations et d'actions, etc. Le bug des libertés, c'est la limite de la limite de la liberté, et la responsabilité d'établir et surveiller cette limite. Certains croient et réclament la liberté de tuer, ou de se tuer, d'autres le devoir plus que la liberté de les en empêcher. Certains sont libres de se promener « nus », de se vendre « nus », d'autres se veulent libres de se voiler tous le corps sauf les yeux ! Le bug, ils s'entrechoquent, les uns se disent outrés par l'accoutrement des autres ! Où est la liberté tant vantée de notre civilisation ?

Ici au Canada comme en Europe, des ondes de frictions « anti-islamiques » soulèvent des vagues. Un symbole exagérément ou aveuglement « religieux », en l'occurrence le voile de musulmane, provoque une levée de boucliers politiques. Je constate un glissement d'un conflit de libertés de religions vers un terrain areligieux. En France et en Suisse notamment, les « nationalistes » montent aux barricades contre l'islam, contre la religion ! C'est contre nature. Jadis, d'autres religions auraient déclenché une croisade, pour contrer une certaine dérive islamiste. Pourquoi les « nationalistes » font-ils une guerre de religion ? Est-ce que des organisations politiques ou occultes se cacheraient derrière le « niqab » pour justifier la levée du bouclier politique ? Pourquoi tant de tapage pour un problème que l'ordre religieux est supposé être en pouvoir d'assumer, ou de régler ? Pourquoi adresser à la population un nœud qui n'est pas de sa juridiction ? Que font les politiques ou les religieux, quel rôle et quelle place leur resterait-il ?

Pour construire le monde des libertés, notre civilisation a tablé sur une organisation politique « laïque », et la séparation des champs de juridiction des différents ordres de l'organisation sociale humaine. Aujourd'hui, il est manifeste que ces considérations sont galvaudées. Tout se mélange. Peu à peu, nous revenons à la case départ où le politique s'occupait du religieux. C'est pire qu'hier quand le religieux guidait le politique.

Je ne prêcherais certes pas pour les « croisades ». Je crois qu'il y a de la place pour toutes les religions, et je crois que le défi est de dire à chacune d'elle de soigner ses façons de « servir Dieu », la société et l'humanité. C'est aux chefs religieux de faire le ménage, et non aux politiciens encore moins aux citoyens, fidèles ou « infidèles », croyants ou athées.

Dérives nationalistes de majorités

Qu'à cela ne tienne, notre civilisation est sur une pente raide. Il y a partout une résurgence du « nationalisme » de « majorité ». Et c'est là le danger. On a vu il y a 15 ans au Rwanda, des gens se réclamant d'une majorité hutu ont ressenti une menace venant d'une minorité tutsi, et ils ont perdu tout contrôle jusqu'à faire sombrer le pays dans des génocides. Il y a plus d'un demi-siècle, les nationalistes allemands ont cédé à une paranoïa dirigée, et nous connaissons la suite. En Suisse, en France, au Canada, etc., on voit de plus en plus des politiciens d'extrême gauche harponner sur les cordes ethnocentristes, nationalistes, pour gagner des sièges. Le nationalisme n'est pas mauvais, doit-on dire, mais il ne fait pas bon ménage avec la liberté. C'est pour cela que les marchandises ont plus de liberté de mouvement entre pays et entre régions que les

humains ! Si la liberté meurt, c'est le nationalisme qui revient, et on connaît bien la suite. Ce que nous ignorons, c'est quand et d'où tirer une nouvelle inspiration pour une nouvelle civilisation.

<http://www.vigile.net/Marine-le-Pen-La-religion>

http://www.lepost.fr/article/2010/03/09/1978143_1-algerie-denonce-l-affiche-du-fn-anti-islam-marine-le-pen-replique.html

26. Le Canada auto-démembré ! Bientôt démantelé ?

11 mars 2010, 17:19:52 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Ce Mardi dernier, la semaine a eu sa nouvelle, venant des officines de Radio-Canada. Cette radiotélévision « nationale » ne sait pas que faire d'excellents reportages, ses plats de chiffres de statistique Canada et le destin national à l'horizon 2031, le démontrent.

« Les plus récentes projections démographiques et ethnoculturelles de Statistique Canada montrent que, dans vingt ans, au moins une personne sur quatre sera née à l'étranger, et qu'environ trois sur dix seront issues d'une minorité visible. Ainsi, le pourcentage de personnes nées à l'étranger passerait de 20 %, en 2006, à une fourchette comprise entre 25 % et 28 %... »

http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2010/03/09/001-canada_demographie.shtml?ref=icoCommentaire

On aurait pu dire : une analyse libre. Hélas, j'y vois plus qu'une bombe à retardement. En effet, l'article sonne l'alerte. Du moins c'est comme tel que je le perçois. Mais alors une alerte de quoi, pourquoi ?

En lisant ou écoutant la nouvelle et en jasant avec mon voisin, j'apprends qu'il existe une partie de la population canadienne qui constituerait une menace à l'identité nationale. « Un canadien sur quatre sera né à l'étranger ! » Une telle sornette me scandalise. D'abord, tous les citoyens sont des citoyens à part entières. Seuls les nationalistes obtus trouvent cette vision surréaliste. Pour quelles raisons pertinentes alerter la nation d'un accroissement du poids démographique d'une population minoritaire ?

Ensuite, 2031 se situe à 20 ans d'ici, et les projections ne font pas état d'une situation anormale inquiétante. Le poids démographique des minorités visibles qui est de 20% en 2006, monterait jusqu'à 28% au bout d'un quart de siècle. Quelle différence ? Ces minorités n'auront pas franchit la ligne de la normalité, (et quelle norme ?) et de toute évidence pas celle de la minorité ! Quand bien le poids passerait à la majorité, considérant que tous les Canadiens sont de bons citoyens égaux, serait-on justifié de s'alarmer ?

Des médias de la peur, des chiffres empoisonnés.

Des médias et certains politiciens populistes excellent dans l'art de jouer des cordes sensibles de la majorité populaire. « Un Canada moins blanc et moins chrétien. La proportion de citoyens appartenant à un groupe de minorités visibles atteindrait quant à elle 29 % à 32 %, une proportion environ deux fois plus élevée qu'en 2006 »

Ce message véhicule un discours régressif. Qu'est-ce qu'un Canada moins blanc, ... ? Doit-on sous-entendre que le Canada peut émettre des passeports « blancs », et « moins blancs », des passeports « chrétiens » et « musulmans » ? Ceci participerait au démantèlement du pays, et conduirait pour plus tard à son démantèlement. **Il y a une réalité, le Canada est coloré de sa riche diversité. Mais le cœur canadien, le sentiment patriotique canadien est incolore,** abstraction non faite des deux solitudes politico-culturelles. C'est du moins ce qu'il devrait être, et c'est je crois ce qu'à date ce pays avait de plus beau défi.

Les véritables signaux d'alarmes

La statistique n'est jamais neutre. On aura celle qu'on commande, et c'est ce qu'on en commente qui lui donne du parfum. En 2031, les projections retenues par les médias sont celles qui montrent que des minorités vont se porter mieux.

Mais, il doit y avoir d'autres qui montrent que la majorité se maintient et n'est pas menacée d'extinction, ou d'autres à mon sens plutôt alarmant concernant les « premières nations ». Selon moi, l'alarme doit sonner pour des situations problématiques, qui nécessitent un effort particulier de prévention ou d'intervention. Le cas des minorités en voie de disparition est de loin plus pertinent à visualiser. Hélas les médias lorgnent par-dessus et nous font voir ce qu'ils savent vendre. Et pour cause : le vieillissement de la civilisation.

27. Guerre des catastrophes

11 février 2010, 09:46:30 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Malgré les immenses et solides progrès accomplis par l'humanité, des catastrophes ne semblent pas vouloir céder du terrain. Les guerres, les massacres ou génocides, les épidémies et les pandémies, les famines, la pauvreté, la mauvaise gouvernance, les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, etc. En nombre, elles ne sont pas impressionnantes. Est plutôt colossale la compassion envers leurs victimes, et la volonté d'en effacer les traces. Mais, on n'en viendra jamais à bout, que des fois on a l'impression de pelleter dans le vent. Pourquoi si peu de résultats, pour tant de volontés et de moyens investis en intervention préventives ou après-sinistres ?

Un sinistre frappe une population, en mode solo. Rarement des catastrophes se leaguent contre une même cible. Par contre, l'action des secours post sinistre profite de la compassion de tous, chacun selon ses dispositions. Ainsi, une foudre frappe une ferme, et tout pompier sort son camion et pulvérise de l'eau en direction du bien en feu, pendant que des ambulanciers s'y dirigent également.

La réalité est toutefois autre. Les agents de sinistres sont partout, dans les 4 coins du monde. En solo, ils allument le feu, et en multiplient ainsi les foyers. Partout, les pompiers, les humanistes sont constamment en état d'alerte, ou en action. Ainsi, les braves humanistes se trouvent divisés, chacun se préoccupant essentiellement de ce qui se trame devant sa cours, dans son petit coin. Au Canada, alors que au Rwanda un génocide n'a jamais été arrêté et se poursuit derrière des rideaux blancs, la peur d'une pandémie de grippe mobilise toute la capacité d'action contre les catastrophes. Ainsi, le génocide rwandais se poursuivra, tombé aux oubliettes comme s'il était fictif.

Sur un autre plan, on constatera que les catastrophes se font une absurde concurrence. Une arrive, préoccupante, et soudain elle s'éclipse derrière une nouvelle. Ainsi, pendant que la Nation canadienne est agonisante sous la direction de Harper, l'horreur du séisme en Haïti surgit du néant et, à juste titre, déplace et monopolise l'action. Tout le monde veut y aller le premier, tout le monde veut se rendre utile, s'enrôler dans l'armée de secouristes. A travers ce désastre, ce chaos, je me rappelle furtivement de Harper et lui souris, je revois tristement le Rwanda sans plus savoir en parler... Ces survivants de quelques jours n'ayant pas pu être sauvés des décombres me reconduisent aux victimes tombées deux semaines après le début des carnages, et aux innocents en prison qui n'en sortiront pas en vie. Ces fosses communes aménagées à la hâte, se passent de tout commentaire. Et c'est ici l'action de l'heure. Hélas pendant que nous sommes tous ici à tenter l'impossible, partout ailleurs le diable souffle le feu, et rie de nous. Pourrions organiser autrement, intelligemment et efficacement la prévention des catastrophes et l'action post sinistre ? Il faudra.

28. Trop grand le Québec dans le Canada, et le Canada dans le Québec ?

8 février 2010, 22:40:00 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Et si le problème était celui d'un débat à sens unique ? Le Québec quitte ou reste dans le Canada, ainsi sommes-nous sensé présenter la donne. Mais, l'on pourrait poser le problème dans l'autre sens, et envisager que le Québec avale le Canada. Ce n'est pas impensable.

Imaginons le BQ devenu canadien (BQC), que le BQC participe aux scrutins en Alberta. Imaginons de brillants esprits, Duceppe, Landry, défendant les couleurs de leur fierté à Yellowknife ou à Charlottetown, etc. Imaginons Harper, emmené à parler de la Nation québécoise aux éleveurs de l'ouest. Son discours et son idéologie déshumanisés à la « Georges Bush » monteraient d'un demi ton.

Déjà, sans avoir d'adversaire en dehors du Québec, il aura en moins de 4 ans réussi à effacer le Canada de la Carte politique des Amériques, ne subsiste plus que l'Amérique. Déjà, au Québec il nous a fait oublié St-Laurent, Pearson, Trudeau, et même Chrétien, ces figures emblématiques de la Nation canadienne.

Le Canada guerrier, non humaniste, collé aux USA, n'est plus vrai comme nation. Il est à la croisée des chemins. Et dans ce contexte, le Québec n'aura jamais été plus proche du sommet de l'opportunité de refaire un pays, un grand pays fédéré autour des valeurs chères au Québec. La fin justifie les moyens.

29. Gouverner et prendre des risques

30 décembre 2009, 22:10:14 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

En ces temps d'entrée dans une autre nouvelle année, puis-je en marge des voeux traditionnels vous partager une réflexion citoyenne pas des moins préoccupantes : Gouverner et prendre des risques.

Notre gouvernement fédéral a, par l'argument de la crise économique, entrepris de restreindre le droit des femmes à l'équité salariale. Cette décision n'est pas soutenable, elle est rétrograde. Si l'argument de l'austérité devait s'imposer, il conviendrait logiquement de couper la cerise des salaires des hommes pour financer la justice envers les travailleuses. Ça ne serait pas « déshabiller Paul pour habiller Marie », car le droit acquis n'est garanti que par la capacité de payer et d'être juste. Heureusement, cette crise aura été plus grave dans les discours de politiciens soucieux d'avoir les pieds et les mains au volant, que dans les coffres d'entreprises et de l'état, gabegies non considérées. Mais, le mal sera fait, et le comble, les décideurs et leurs conseillers n'en répondront aucunement ! Un politicien ne devrait-il pas répondre personnellement des ses erreurs de jugement ?

Dans un contexte concurrentiel et incertain, la stabilité et a fortiori le progrès sont assurés par la prise de risque. Nous vivons un monde concurrentiel. Car, l'espace vital est limité, et la tarte n'est pas élastique pour assouvir la faim de tous. Les entreprises sont en concurrence soit de produits, soit de services, de prix, de proximité, voire d'images et de façons de faire ou de philosophie. Ainsi, l'écologie ou la sensibilité à l'environnement intéresse de nombreuses entreprises. Sont en concurrence des entreprises existantes, entre elles et contre d'autres inconnues du futur imprévisible. Dans ce monde dit moderne et hostile, les individus se font de la concurrence pour leur mieux être ou pour la survie. Les communautés, les régions, les pays, les continents, sont également en perpétuelle compétition existentielle.

Pour vaincre les forces négatives de la concurrence, les dirigeants d'entreprises prennent des décisions et initient des actions risquées. Des fois ces choix portent de bons fruits et les décideurs en sont récompensés. Bien souvent hélas leurs fruits sont pourris, et tout le monde est puni. Au niveau des individus, c'est pareil. Chacun se bat pour une place au chaud, et les places sont limitées. Beaucoup de personnes prennent des risques énormes, et rarement elles en sont loyalement récompensées. Chacun sait comment. Et c'est de même que ça marche. Peu de gens intelligents ont compris que la solidarité peut battre la concurrence en efficacité. Ils fonctionnent en coopératives mais malgré la preuve d'efficacité, cette formule demeure marginale. Il lui faudrait une impulsion politique pour la mettre sur orbite.

Concernant l'ordre politique, la concurrence fonctionne en mode intermittent. C'est durant la campagne électorale que les politiciens dégustent la sauce du risque. Une fois investis, les élus font des choix dits politiques qui leur vaudront des palmes si les fruits sont bons. Mais, lorsque les fruits sont empoisonnés, les dégâts seront sans conséquence proportionnelle pour les concernés. Soit leur ampleur sera connue après le mandat gouvernemental, soit il n'est pas facile d'établir le lien et la valence de cause à effet d'une décision politique, soit il n'est pas de notre imaginaire politique de punir les erreurs de jugement. Je crois que ça devrait changer. La justice équitable doit aussi faire en sorte que l'on soit aussi bien payé comme le sont les politiciens, pour faire avancer la société, et qu'au moins des remboursements soient requis si l'on la fait régresser.

30. Souveraineté revisitée : entre cultures et capitaux

21 novembre 2009, 14:03:12 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

J'aurais voulu écrire un long mémoire. Peu de lecteurs aiment lire en longueur de journée. Mais j'ai la chance d'avoir un mentor souverainiste, brillant et humaniste.

Alors, je serai bref, au meilleur de moi-même.

Quand on vit au Québec, on ne peut l'ignorer. On est né québécois, ou on ne l'est pas, mais on vit pareil au Québec. Ici, c'est aussi au Canada, mais ce n'est hélas pas pareil.

Ce qui fait la différence, n'est ni moins ni plus que la divergence de visions politiques, principalement le projet de souveraineté ou d'indépendance. A quoi ça rime, à quoi c'est fragile ?

L'identité québécoise sur fond du fait français revient à l'esprit de plus d'un souverainiste, pour ne pas dire de tous. Cette identité n'est pas mono-culturelle. S'agissant de la langue, il y a des Québécois anglophones de souche ou d'adoption, des Québécois bilingues ou multilingues. Et ils partagent tous la même sensibilité au respect de leurs perceptions identitaires, la même aspiration à des droits et à des libertés, le même attachement à cette terre et à cette société. Vouloir se définir par rapport à l'usage du français divise manifestement les Québécois, et constitue en soi un frein à la souveraineté.

Oui, le français est essentiel à la vie de plusieurs millions de Québécois, y compris ceux de Montréal. L'on ne peut ne pas se préoccuper de son avenir. Oui, il faut se prémunir en tant que culture minoritaire, contre l'assimilation anglophone et les invasions de nouvelles cultures. Pour ce faire, il faut créer et maintenir des emplois en français, promouvoir la culture d'excellence en français (en production technologique, en création et diffusion culturelles, en gouvernance des destins). La langue n'est pas faite à base de lait ni de céréale, il faudra lui en ajouter.

Certains disent : « nous voulons un pays ». Ceci ne me rejoint pas fortement. J'en ai eu un pays. Des politiciens véreux et des bandits armés l'ont mis à feu sous mes regards impuissants, et m'en ont chassé. Comment cela aurait pu être évité ? J'ai à présent un pays, plus grand que celui qu'on me promet. Je serais plus sensible à une promesse de plus de liberté, de plus de sécurité, de plus de prospérité, de plus de solidarités nationale et internationale, de plus de sens de responsabilité, de plus de lucidité et d'efficacité gouvernementales, de meilleur modes et niveau de vie, de plus d'espoir et de moins d'illusions.

Ensuite, une démonstration que le Canada ne peut plus nous en faire rêver, encore moins nous y emmener. Cette démonstration, je persiste à croire qu'elle sera le mieux faite par les Gaffeurs à Ottawa que par des souverainistes (séparatistes ou indépendantistes) érudits à Québec. Quand par exemple ils votent des guerres auxquelles nous ne souscrivons pas, brûlent des fonds qui autrement serviraient à créer des emplois, et font de nos enfants des chaires à canon à Kandahar. Mais ça en prend plus pour chauffer les esprits à bloc, chez une très large majorité de Québécois.

Il s'agit effectivement d'une question de choix par la majorité. De quelle majorité ? Aujourd'hui, le PQ qui jouit de moins de 51% d'appui populaire, qui a perdu deux référendums, n'est pas prêt à remettre en question son projet pour prendre en compte les convictions divergentes. Les fédéralistes feraient de même s'ils n'avaient pas gagné. Que dirions-nous aux anglophones majoritaires dans Montréal si à leur tour ils rêvaient d'un pays « Montréal » ? Où nous amènent au fond ces chicanes ? Nulle part. Seraient-elles essentielles à la dynamique démocratique ? Pantoute !

Le fédéralisme et le séparatisme sont en train de s'incruster dans ce qui nous définit comme peuple, autant ils nous divisent. « C'est un maudit fédéraliste ! Ah, c'est un méchant séparatiste ! » Il faut entre amis ou voisins éviter ces sujets, si on veut préserver la bonne entente. Ni les uns ni les autres, nous ne sommes plus libres d'être « nous ». Ou on clarifie les enjeux, ou on s'en câlisse.

Selon moi, les véritables enjeux sont d'ordre économique. D'ailleurs, d'aucuns croient que le Québec serait un pays n'eut été le biais des commandites à gros canons d'argents. Pendant que les politiciens nous distraient dans leurs chicanes interminables, notre bas de laine s'évapore au rythme de gaspillages que plus personne ne sait contrôler. On le sait mais nous ne le saurons jamais assez, le pouvoir politique repose sur le pouvoir de dépenser. Vous enlevez celui-ci aux politiciens, et ils déposent tous le tablier. Toutes les raisons sont bonnes pour dépenser. En temps de crise comme durant la prospérité. Quand des milliards volent comme des ballons aux fêtes des poupons, c'est que les politiciens sont en déficit d'idées de bonne gouvernance. Évidemment, nous ne sommes guère tendres avec eux, quand ils ont les ailes de gens intelligents. Nous les aimons mieux quand ils brassent l'argent ! Ils nous en mettent plein la vue, et nous détournent des diagnostics de fond. Des milliards ! Le débat et la réflexion focalisent là-dessus. Aux questions de l'inefficience du système de la santé, ils dressent des budgets mirobolants et nous promettent un médecin par habitant. Waouh ! Mais il existe sûrement une façon différente d'adresser des solutions lucides et responsables aux défis de la santé. La coopération en est une option. Quelles directions privilégient nos politiciens ? Ils mettent des milliards pour sauver une industrie pourrie telle l'automobile. Ainsi ils l'empêchent de se soigner, de se restructurer. A qui vont les enveloppes ? Parfois aux mêmes responsables des déboires. Qui paye la note ? Les travailleurs. Tant que les élus et les dirigeants de compagnies ne passeront pas à la réduction de leurs paies pour équilibrer les budgets, nous ne seront pas sortis de l'auberge. On ne subventionne pas les salaires des dirigeants, dit-on ! Qui est cave ?

Selon moi, les fonds publics devraient aller aux coopératives de travailleurs, de consommateurs, de producteurs. Et je crois que seule la culture des coopératives peut garantir notre souveraineté et nos sécurités vitales, au sein d'une fédération ou en tant que nation administrativement distincte. Faisons du PQ, du PLQ, du QS, etc. voire de la fonction publique et du gouvernement, des Super Coop., et tout ira pour le mieux.

31. Enigmatique génocide rwandais

1 novembre 2009, 16:54:27 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Les yeux de la justice humaine nous paraissent parfois similaires à ceux de l'amour. Ceux-ci sont mono, et aveugles à la réalité. Je ne saurais sûrement pas juger Munyaneza. Je ne saurais dire si oui ou non il a des crimes roulés dans ses manches. De même je ne saurais me satisfaire du verdict rendu par le juge montréalais André Denis. Plutôt suis-je curieux de l'éclairage des sombres fonds des horreurs qui font des ravages au Rwanda depuis plus de 15ans, lequel éclairage devrait avoir guidé la lecture du magistrat André.

Les allégations jugées remontent à 94. Le sang coulait tel une pluie torrentielle, sous l'œil de cameras. Est-ce que sans camera le génocide n'en aurait pas été un ? La violence était extrême, celle que montraient sélectivement ces caméras. Mais elle fut en réalité, beaucoup plus extrême, pour les victimes et là où les cameras étaient interdits. Qui dira le contraire ? La situation se serait améliorée, la justice s'est mise à l'œuvre pour permettre le deuil et faciliter la reconstruction. Indéniablement, ceci est juste et vrai pour ceux qui « devaient mourir parce que « tutsi » ». Mais qu'en est-il des autres qui devaient également mourir, non pas nécessairement parce que « hutu », plutôt parce que l'appât du pouvoir devait valoir leur sang ?

Hélas 94 baigne encore dans la noirceur, et sans y voir claire l'on ne saurait faire le vrai bilan de la suite du déluge, l'on ne saurait valider les jugements qui s'en font. Qui saurait dire si ces châtiments n'en sont pas le prolongement ? Je ne suis pas juriste, mais je sais que l'un des principes sacrés de la justice est la prévalence de la présomption d'innocence en cas de doute raisonnable. De quels crimes s'agit-il, et qu'en sait-on hors de tout doute raisonnable ? Jusqu'à date, aucune instance n'a établi clairement ce qui s'est passé en 94 au Rwanda, encore moins les responsabilités impliquées. On se satisfait de citer « 800 milles tutsi et quelques hutu », un constat théorique estimatif jamais confronté à l'autre triste réalité. Des tutsi et des hutu ont été tués en masse, il serait sans recensement hasardeux d'avancer des chiffres. Et Kigali en est conscient, raison pour laquelle il refonde les registres administratifs et démographiques, pour rendre l'exercice impossible. Seules les collines jadis verdoyantes et fourmillantes de cultivateurs en témoignent, aujourd'hui elles sont cruellement désertes.

Dans cette saga juridico-génocidaire, il serait tout à fait envisageable de juger un suspect pour meurtre ou toute autre accusation, mais non pour un crime de génocide. Il faudrait pour ce dernier crime en éclairer la mécanique, les causes, et le cadre des responsabilités. Or, 15 ans après, nous en sommes toujours dans un tunnel sans soleil. Le génocide est un fait indéniable. Il aurait été planifié, c'est très plausible. Par qui ? Depuis sa création en octobre 1994, le Tribunal Pénal International pour le Rwanda, TPIR, s'est attelé à y répondre. A date, le tribunal semble faire du surplace, obstiné à juger les vaincus et à rechercher la lumière dans cette seule direction. Ces années n'auront toutefois pas été vaines, aujourd'hui le TPIR peut affirmer hors tout doute raisonnable que ses clients « hutu » n'ont pas planifié le génocide. Pour y voir clair, d'aucuns dont les procureurs qui se sont succédés au TPIR jusqu'à la suisse Carla Del Ponte, sont d'avis qu'il est indispensable d'élucider le mystère du déclenchement des carnages et des crimes du vainqueur, en l'occurrence le FPR. Hélas, la volonté d'investigation aura buté sur un muret de glace, empêchant tout regard dans la cour du FPR ou celle de ses parrains. A date, ni le TPIR, ni les juridictions nationales, ni les experts, personne ne saurait identifier formellement sans l'ombre d'un moindre doute, le ou les responsables de l'attentat déclencheur

des tueries. Parmi les suspects de premier rang, se trouvent les membres du FPR, actuellement au pouvoir.

Cependant, nous savons pertinemment qu'en 94 deux machines à tuer ont conjugué leurs folies meurtrières, dans leur lutte pour conquérir ou garder le pouvoir. Ce sont d'une part les tristement célèbres « interahamwe » et des extrémistes hutu, et les bien mal connu « inkotanyi » avec quelques extrémistes tutsi, d'autre part. Alors que plus d'un attribuent au président Habyarimana la paternité et le haut commandement de la milice Interahamwe, sa mort laisse un vide béat à la direction de cette milice. Il sied de se demander de qui elle reçut les ordres de foutre le bordel sur tout le territoire, sans que personne put l'arrêter. Nous n'avons pas de réponse à ce sujet, ou plutôt des indices qui pointent vers le FPR.

Le FPR a systématiquement commis des massacres systématiques, qu'il voudrait de toute évidence minimiser, voire forfaitiser. Le FPR s'est opposé à tout secours extérieur qui aurait pu limiter l'étendu des carnages. Nous le savons, et nous ne l'aurons jamais décrié suffisamment, les tueries ont suivi ou précédé de très près la progression du FPR, à quelques rares exceptions. Le FPR avait infiltré à tous les niveaux les organes de la sécurité civile, voire l'état major de l'armée. On le sait, nous le savons, le FPR ne donne pas de préavis à ces cibles, et ne revendique jamais ses crimes. De plus, on le sait, le régime en place gère toute l'information en provenance ou à destination du Rwanda, ne laisse aucun témoin libre de s'exprimer ni de survivre, aucun touriste libre de regarder, aucun enquêteur libre d'écouter, ... Ainsi, des massacres de famille tutsi, commis par le FPR, seront pendant des années portés sur le compte des interahamwe, avant d'être élucidés. C'est le cas des Ndasingwa (Landoald, Hélène et leurs enfants), des Nyungura et plusieurs autres dont des paysans noyés dans l'anonymat. Sans nul besoin d'aveu ou d'enquête, on ne peut ignorer les massacres étendus de fugitifs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Rwanda, à Kibeho ou à Kisangani notamment, ou les assassinats systématiques des témoins gênants tels des intellectuels, des religieux rwandais ou étrangers, des évêques à Gakurazo, des prêtres canadiens Simard et Pinard, des 9 coopérants espagnols, etc. Et je ne parle pas des destructions par l'emprisonnement, les acharnements judiciaires ou les diffamations préjudiciables réservés aux Rwandais, mais dont certains humanistes expatriés comme le père Guy Theunis, ont fait l'horrible expérience. On ne saurait non plus passer sous silence les horreurs d'une guerre exportée au Congo, le pillage des minerais et le cauchemar des populations des régions assiégées. Telle est l'esquisse du portrait-robot du FPR. Et c'est curieusement le même FPR qui instruit les poursuites et dicte les verdicts !

Si la thèse que le Rwanda est depuis 94 sous le joug de criminels masqués est sérieuse, et c'est hélas le cas, il devient évident qu'un doute s'impose quant à l'objectivité d'un jugement comme celui de Montréal basé sur l'autre thèse « officielle » d'un génocide de tutsi planifié et exécuté par des hutu. Il y a bien de solides raisons de douter de l'objectivité du jugement, entre autres que les criminels au pouvoir ont les moyens de noyer les poissons, de rééditer leurs forfaits, de se maintenir ad aeternam à l'abri de toute poursuite judiciaire. Ils ont mis le pays à sang et à feux, et ne s'en repentent pas. A défaut d'atteindre de balles ou de baïonnettes leurs cibles, ils leurs lancent des filets justiciers. Ils sont plus motivés que jamais à mener à bout leur diabolique plan. Lequel serait-il ? Semer le chaos, prendre et s'assurer de conserver le pouvoir par l'élimination de toute source potentielle de résistance ou de lumière sur les faces cachées du génocide, déjouer par tous les moyens la justice. Leurs lobbies sont partout, autant actifs que leurs épées. N'ont-ils pas induit en erreur bien de décideurs occidentaux et humanitaires qui auraient pu faire la différence en 94 ? N'ont-ils pas fait errer scientifiques et juristes ? Que font-ils et où sont-ils à ce jour ?

Dans ce contexte, où le Canada ne saurait clairement dire qui sont et où sont les acteurs masqués de la tragédie rwandaise, Dans le contexte où la justice et la diplomatie canadienne sont muettes sur les assassinats de citoyens canadiens (Mme Hélène, Pères Simard et Pinard) par la junte au pouvoir à Kigali, Dans le contexte d'une institutionnalisation de la fabrication de charges et de témoins à charge, et de la banalisation du faux et de la parjure, dans le contexte de saignées ininterrompues depuis 94, de guerres auto-entretenues, de massacres de civiles, d'assassinats ciblés, de prisons mouroirs, de crimes d'une justice de vainqueurs criminels dont les fameux Gacaca et la présomption de culpabilité constituent l'iceberg, etc, etc., Saurait-on vraiment dire que la justice au Canada nous fait progresser ? Ou plutôt risquerait-elle si elle n'allait pas plus loin, d'avaliser un génocide en cours à ciel couvert en plus d'aider des génocidaires au palais à reporter ad infinitum leur procès ! Le pire étant évidemment que faillir de faire la lumière ne peut que trahir l'espoir des innocents, victimes par millions d'une criminalité institutionnalisée.

Je crois en la sagesse du Juge André et en l'imperméabilité de la Justice canadienne. Un bon jugement, n'est jamais une « vite ». Tout en évitant de donner l'impression de s'endormir, la justice doit se donner le temps et les moyens de mâcher les « vérités » que les parties lui soumettent. Elle doit pouvoir mettre à l'épreuve du temps et de l'espace, les affirmations et les fabrications de témoignages. Ainsi, devrais-je attendre des prochaines épisodes un éclairage solide sur ces horreurs génocidaires. Afin que justice puisse être rendue, que le deuil puisse être permis, que les peuples et les acteurs puissent se réconcilier et réinventer un avenir serein

La vie et la dignité de tout humain sont sacrées. Vivre, ce n'est pas un droit, ni un dû. C'est un acquis sacré, non cessible et inaliénable. Nul n'a le droit de tuer, et rien ne peut justifier d'enlever la vie à qui que ce soit. Nul ne peut, soit-il faible, légitimer le pouvoir ou s'arroger le droit de supprimer une vie. Tuer est aussi lâche que barbare. Qu'il faille prévenir ou punir, corriger ou venger, redresser ou modeler, l'efficacité est mille fois mieux servie (par la communication) que par le sang. Francois Munyabagisha (Rwanda : Faces cachées de la tragédie, Head 1998, inédit). Et, pendant qu'ici nous sommes occupés à élaborer des théories sur les horreurs de 94, au Rwanda chaque jour fait le lot de plusieurs milliers de victimes qui perdent la vie ou la dignité dans le déni absolu des droits, sous le joug de gouvernements criminels que notre silence cautionne à notre insu.

32. Gardez-moi des « antiracistes »

11 septembre 2009, 14:01:13 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Il y a quelques années déjà je croyais tournée la triste page « Dr Mailloux ». Hélas que non ! Il s'avère plutôt que les choses simples se corsent à l'effet Venturi. Quand ce n'est pas le vent étouffé soufflé par un psychologue égaré, c'est celui d'un Bye-Bye à l'humour « noire » et j'en passe, qui nous renvoie inexorablement sur le mur des lamentations raciales. Qu'a-t-on contre Dr Mailloux ? Quel mal ferait-il à la race humaine, à une race d'humains ?

Mailloux plaide faire écho à ce que nos universités à Montréal enseignent. Évidemment, il peut avoir partiellement raison tout comme il pourrait ratisser large. Mais, qu'à cela ne tienne. Sans être psychologue, ni sociologue ni anthropologue, je chacun peut constater que l'intelligence n'est pas également distribuée au sein des espèces vivantes. Au sein d'une même famille, le QI comme toutes les autres mesures imaginables de facultés physiques ou psychiques sont inégalement distribués. Si la distribution de la richesse entre les humains devait être un corollaire de la distribution de l'intelligence, pourquoi s'en prendrait-on à Dr Mailloux ?

Si l'on croit que Mailloux erre dans l'interprétation de sa statistique, ce n'est pas en le flagellant qu'on réussira la lutte contre le racisme. D'ailleurs, il convient mieux de favoriser l'émergence d'une véritable compréhension des différences raciales, plutôt que de faire la promotion de la lutte contre les croyances ou l'ignorance. Personnellement, je me sens offensé par ceux qui prétendent m'éviter l'offense. Si Mailloux se trompe, ce n'est nullement compliqué d'en faire la démonstration, par nos chercheurs universitaires, si évidemment cela était si important. Et ça ne l'est pas. Car, voyez-vous, si la race était importante, la famille ne le serait pas moins. Et voyez-vous, une fille et un gars de races ou d'ethnies différentes formeront un couple pour se régénérer, ce qui n'est nullement imaginable entre frères et sœurs. Si Mailloux se trompait enfin, nous le démentirions par la communication et non pas par le bâillon. A moins que des forces occultes se cacheraient derrière lui, ce qui dois-je croire n'est pas le cas.

Gardez-moi des « anti-racistes »

La lutte contre le racisme n'est justifiable que dans des contextes où des dispositions discriminatoires font corps de réglementations ou de lois. Dans un pays comme le Canada doté d'une charte humaniste quasi parfaite, je considère que les actions de « lutte antiraciste » participent sans le savoir, sans le vouloir, à l'entretien du feu fumant sous les cendres racistes. Plutôt que de crier « au racisme », ne ferions-nous pas mieux d'opposer la promotion de l'harmonie inter-raciale et d'une véritable justice sociale ?

Si nous croyons sincèrement que Mailloux se trompe, nous ferions mieux d'en rire et lui tourner le dos, car étant lui-même intelligent, il ne tarderait pas à se rendre compte de ses hallucinations.

33. Un génocide aux couleurs de la justice

5 septembre 2009, 16:55:06 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

En 94, pendant que les « Tutsi » subissaient un génocide à ciel ouvert, le monde n'a pas bougé et s'est plutôt gavé de sensations fortes, genre fictions hollywoodiennes. Après 94, le monde s'est morfondu de n'avoir pas su décoder le silence des victimes et la rage des « machettes ». Je cru un temps que ce même monde devait en apprendre pour grandir, et ne plus s'y faire prendre. Hélas, voyez-vous, un génocide se consomme à grands pas, à petites doses. Et non seulement le monde assiste dans l'enthousiasme de l'inaction, mais aussi les rescapés restons de marbre tel des grenouilles bouillies dans de l'eau tiède.

Il y a un génocide qui s'achève au Rwanda, et ne dites pas que vous l'ignorez. Nous n'y sommes pour rien, direz-vous, mais de grâce ne dites plus que nous n'y pouvons rien. Il y a un génocide malin, couvert par les odeurs d'un autre génocide qui heureusement lui c'est arrêté avec la victoire d'une machine à tuer sur une autre. Cette machine victorieuse est investie depuis en héros, ce qui lui a permis de poursuivre avec minutie et plein de munitions son macabre plan d'extermination de toute résistance à sa marche. Le FPR n'a pas arrêté le génocide, il a gagné les concours de tueries en 94, et depuis il a changé de logistique.

De 90 à fin 94, le FPR et le régime de Kagame ont massacré des hutu et des tutsi, pour conquérir et conserver le pouvoir. On estime à près de 1 million de personnes tués jusque là par la seule machine FPR, sans compter les victimes de l'autre machine dite « Interahamwe ». Après sa victoire en juillet 94, le FPR a orchestré une savante campagne de massacres dits de « représailles » et de « vengeance ». Les médias en ont tristement parlé, mais sans aucune condamnation, sans contestation aucune, sans en appeler à l'arrêt de barbaries. Quelques années durant, nous avons déjà oublié. Récemment à Montréal, en 2006, Kagame se vanta d'avoir fait tuer des tueurs ! Saisissez donc cet état d'esprit ! Plusieurs centaines de milliers de personnes ont été tuées, d'autres sont mortes en détention dans des mouirois faits à cet effet. Ne perdons pas de vue les carnages de fugitifs sur le territoire de l'ex-Zaïre, voire au Rwanda même comme sur le site des parutions de la Sainte Vierge Marie à Kibeho.

Pour réussir ce macabre dessin, le FPR a fait croire qu'il rendait justice ! Parce qu'il y a eu l'autre génocide, chacun voudra tout permettre pour traquer les coupables et assurer que « plus jamais ça ». Face à cette juste fascination, on oublie hélas que le FPR est l'une des machines génocidaires, si ce n'est la principale. Ce faisant, d'aucuns savent que les innocents parmi ses nouvelles victimes se comptent par centaines de milliers, voire en millions. En effet, jamais il ne pourrait y avoir au total plus de quelques dizaines de milles de gens aux mains souillées, coupables de crimes prescriptibles ou non, commis en 94 ou un autre temps. Le calcul est simple, il est plutôt difficile d'y réfléchir. Et tous ces coupables et suspects, quasiment tous, ont été tués. Pourtant, nonobstant la nécessité de sévir, la logique de bâtir commande de ne pas se substituer à l'opresseur, au criminel. Mais, les destructions humaines ne finissent point. La machine écrase tous sans distinction, dit-on pour ne pas risquer d'échapper un seul coupable. Ainsi, on perd de vue la sagesse essentielle à l'esprit du juste et de la justice, soit de ne jamais faire subir une injustice à un innocent au nom de la justice.

Le plan de la machine FPR est de toute évidence tout autre. On se sert des fenêtres d'un génocide pour parachever un autre. Ce plan est des plus machiavéliques jamais élaboré, jamais mis en oeuvre. Quand le professeur belge Philip Reytsjens qualifie Kagame d'un « Hiltler

africain », j'ose dire qu'il manque de comparaison. Kagame a tout de Hitler, les armes, les cordes pour attacher les victimes avant de les assommer, les fours crématoires en container, les mouroirs, etc. Kagame aura su tromper la vigilance du monde et surtout avoir de puissants gouvernements comme complices. Ceci n'a heureusement pas réussi au führer Adolphe. Aussi, le seigneur de guerres Paul aura su étaler la mise en oeuvre de son plan sur plusieurs années, éliminant un à un ses victimes.

Après l'alibi de « représailles » ou de « vengeance » qui nous passe le savon sur les massacres de la rébellion FPR dans Byumba et Ruhengeri bien avant 94, l'on a fait avaler au monde la couleuvre du terrible « crime de voisins ». Ainsi, considérant que des voisins auraient tué des voisins, que des maris auraient tué des épouses, que des mères auraient tués leurs enfants, que des bambins auraient charcuté leurs copains, l'on ne peut concevoir de limites à la folie, et partant à la chasse aux sorcières. Pourtant l'on sait, nous savons pertinemment que le crime de voisin est une criminelle thèse, que ceux qui portent échos de ces absurdités participent inconsciemment à un génocide dont personne n'osera dire le nom. Si des criminels ont de toute évidence tué des voisins, ce n'est pas parce qu'ils étaient leurs voisins, plutôt ces bourreaux étaient-ils fous, délinquants, manipulés. Ainsi, les voisins sains ont caché des voisins, au risque même de périr. Et ça, on le sait. Hélas personne ne le dira, par peur de représailles. Mais on n'a pas peur de dénoncer un suspect, au risque de diffamer, de commettre l'irréparable, parce que se dit-on il faut rendre justice. Pourtant, pourtant, je crois que l'acte de sauver une vie, de résister à l'ouragan de massacre est plus valeureux que l'acte de tuer ou punir. Valoriser la bravoure des voisins est de toute évidence aller contre le plan secret de la machine FPR. Peut-on me démontrer le contraire ? Je mets quiconque croit que ce n'est pas vrai, au défi d'éclairer ce qui se cache derrière des prisons pleines à craquer depuis 94, alors que la mort y est omniprésente. Je mets celui-la au défi d'éclairer autrement ce qui se trame derrière les accusations photocopiées et des condamnations copiées collées par les Gacaca, ce que signifient les peines de plusieurs années de TIGE(travaux forcés) couplées à plusieurs autres de rôles pour des gens de toute évidence innocentes.

Avec l'aide internationale, le FPR a mis en marche les Gacaca, pour des objectifs plutôt nobles à savoir juger et réconcilier. Savez-vous ce qu'il en a fait ? Une machine génocidaire. Et les Gacaca ont été mises à l'odieux ouvrage. Des intellectuels, des religieux, des politiciens, des commerçants, des paysans, y passeront, tous un à un. A chaque fois, nous auront dit : « pourquoi c'est lui ou elle, et pas quelqu'un d'autre ! ». Nous aurons alors accrédité la thèse d'une juste intention judiciaire. Et nous nous sommes tu, ignorants la triste réalité ou plutôt habitués à faire le mort pour survivre, à l'instar des rescapés de carnages et de fosses communes. Ainsi, nous n'aurons pas vu l'oeuvre du diable vidant une mère à l'aide d'une cuillère dans des trous à la manière des Gacaca.

Il y a quelques années, alors que les organisations humanistes en occident faisaient pressions pour exiger la régularisation des détentions abusives, le Rwanda a voulu désamorcer la bombe et a relâché au compte goutte d'innocentes victimes. En même temps, il clamait de libérer des criminels ayant passé aux aveux. Ce message était réfléchi, et il fallait attendre un temps pour en saisir la portée. Le crime de génocide étant imprescriptible, la machine sait quand elle peut rattraper et mâcher quiconque elle aura libéré, que ce soit sur base de procès réguliers ou sur simple constatation d'absence d'accusations.

Pendant que des gens innocentes comme Makeli Dominique quittaient la prison après 14 ans de tortures et de dénie de la dignité, nous avons entendu des voix faisant valoir un miroir de

progrès d'une justice en marche ! Hélas, des Makeli sont des centaines de milliers dans les mouroirs, hélas un de moins nous fait oublier l'horreur de toutes ces années d'innocence dans l'enfer, la fureur des prisons et des cimetières qui ne s'humanisent jamais, l'horreur des odeurs de morgues qu'on ne permet de vider, des deuils confisqués.

Au Rwanda, alors que le dû respect des morts est rigoureusement observé pour les victimes du génocide « de tutsi », il est proscrit pour celles du génocide « de hutu ». Les leurs survivants, lorsqu'il y en a, ne sont pas autorisés à récupérer les corps ou les restes osseux pour les ensevelir et, éventuellement, demander justice. Uwimana exilée en France, l'a appris à ses dépens. Ayant appris par son frère vivant au Rwanda que leur père a été jeté dans la latrine de la résidence familiale, elle s'est empressée de s'y rendre dans l'espoir d'accéder à la vitale responsabilité. Hélas, l'autorisation d'ouvrir la fosse lui fut refusée, à l'effet que son père n'est pas identifié comme « tutsi ». Pire, elle dut repartir nuitamment et payer gros, pour échapper à une tentative d'assassinat. Des centaines de milliers de hutu ont perdu des leurs, et ne peuvent accéder à leurs restes, ou faire des recherches pour les localiser ou apaiser leur peine. Tel est mon cas et celui de mon épouse pour entre autres ses parents et mon frère, et c'est hélas aussi le cas de nombreux rwandais, dont des proches et amis vivant au Rwanda ou en exil. Une bonne partie de ces restes sont exposés dans les « mémoriaux du génocide de tutsi » comme celui des plus controversés de Ndiza, une façon bien cynique d'interdire aux leurs l'espoir du deuil, et d'alimenter chez eux les cancers autodestructeurs du chagrin ou de la paranoïa.

Alors qu'on parle de mettre fin aux Gacaca, on oublie les prisons et pire, on oublie la présence et la persistance d'une ingénieuse machine génocidaire. Il y a une année, le commerçant Ngarambe qui avait été innocenté et libéré en 2004 après 10 ans de prison, est convoqué par le Gacaca pour répondre de fallacieuses et gravissimes accusations d'« intentions génocidaires ». Malgré sa certitude et sa totale conscience d'innocence, Ngarambe apprendra à ses dépens que la justice ne fait pas partie des intentions du régime. Des témoins l'auraient vu à Kabgayi, 60Km de chez lui, alors qu'il « pointait du doigt des fugitifs tutsi » à l'adresse des interahamwe. 19 ans de prison pour un homme de 60 ans, et 1 an pour un tutsi rescapé ayant tenté de plaider en sa faveur.

Les Ngarambe sont extrêmement nombreux et se retrouvent partout au Rwanda. Chaque jour, des noms distincts d'hommes et de femmes rallongent la liste, chaque jour des gens sont conduits à l'abattoir sous le couvert de notre silence ou de notre indifférence. Bientôt devrions-nous constater l'irréversible, un génocide consommé, l'extermination d'un groupe ethnique jadis « majoritaire », réduite à une minorité survivante comme cela fut le cas des twa depuis la création du Rwanda, ou des amérindiens depuis les origines du Canada.

On parle encore ces derniers jours d'une recrudescence de l'exilation. Des gens innocents continuent de fuir la machine, indistinctement de tout apparence ou appartenance ethnique, pendant que de cyniques imbéciles ou égoïstes chantonnent que le Rwanda est « sûr », que n'y seraient menacés que « des présumés criminel ». Quand la présomption de criminalité corrompt la présomption d'innocence, quand on se croit fondé d'accepter et endosser des menaces à la vie des gens à l'effet qu'ils ne sauraient se prévaloir d'une présomption d'innocence, la folie a poigné dans la foule et les conditions d'un génocide sont réunies. Serions-nous fondés de nous prévaloir d'épithète d'humanistes, de nationalistes, de civilisés, et rester cloîtrés dans nos petites et vaines sécurités sans vibrer du vivant « plus jamais ça » ?

34. Remettez-moi mon sac d'épicerie, ou la voiture électrique.

1 septembre 2009, 09:00:16 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Texte publié dans Le Devoir du mardi 1er septembre 2009 sous le titre "[Remettez-moi mon sac d'épicerie !](#)"

Mon intention n'est pas de choquer. Et je ne suis pas rétrograde. Seulement suis-je sidéré par l'exploitation de mon ignorance comme citoyen corporel, par mon concitoyen corporatif, et son abus de confiance dans des affaires de sous noirs, tel le cas du sac d'épicerie.

D'aucuns croient que l'élimination du sac d'épicerie est une bonne action, pour l'environnement. Je suis également de cet avis. Cependant, il y a anguilles sous roche. En retirant le sac jetable, l'épicier s'est fait créditer de la mention de bon citoyen. Je ne la lui discuterai pas, elle en a des apparences. Au fond, l'entreprise n'a d'esprit que du profit. Le retrait du sac jetable aura permis d'une part la commercialisation de ce même sac, et la vente du sac réutilisable, d'autre part. Il est donc doublement, voire triplement profitable.

D'abord, la vente du sac réutilisable doit générer un surplus, symbolique ou substantiel, peu importe. En second lieu, rappelons que le sac jetable devait coûter quelques sous pour le produire, et le mettre en service. Il n'a jamais été donné gratuitement, son coût a toujours été pris en charge à même la facture d'épicerie. Car, ce que nous payons, c'est la somme des coûts depuis la conception/création/production du bien dans le laboratoire, l'usine ou le champ, jusqu'à sa sortie à la caisse, frais d'emballages donc inclus. Étant donné que le retrait du sac jetable n'est pas accompagné d'une réduction conséquente des prix à l'étalage, il est évident que l'épicier fait une économie de sous équivalente à la somme qu'il lui en coûtait. Troisièmement, la gestion du stock de sac jetable devait en soi constituer un coût significatif sur le plan organisationnel et financier. Un employé devait en assurer l'approvisionnement et la mise en service. Avec le sac réutilisable, l'épicier fait l'économie du coût organisationnel associé au sac jetable. Son gain d'opportunité n'est pas mince.

A qui vont ces gains ? À l'environnement, diriez-vous. Peut-être ! Peu avant le retrait total des sacs jetables, l'épicier avait mis en œuvre une politique d'encouragement de la réutilisation. A chaque sac réutilisable présenté à la caisse, un crédit de cinq sous était porté au compte à payer. Aujourd'hui, ce crédit a miraculeusement disparu, le sac jetable avec. Pire, lorsque je me présente sans mon sac réutilisable, la caissière me propose de m'en vendre un jetable, à 5 cents. Or, la part du coût de cet emballage est toujours incluse dans ma facture. Que je présente ou pas un sac jetable, dans la mesure où je ne demande pas un sac jetable, l'épicier devrait me remettre cinq sous par volume d'un sac.

J'ai voulu savoir auprès d'un gérant à qui vont ces sous que le citoyen corporel paye pour l'emballage jetable non distribué, ou donné contre un cinq sous supplémentaire. Sa réponse fut évasive : à l'environnement, et à une EVB (école verte Brundland). Dans quelle mesure cela serait-ce vrai ? Je ne crois pas que tous les flux de fonds liés au sac d'épicerie sont correctement portés au compte de l'environnement. Mais, il y a bien pire. Et le pire, ce n'est pas que l'entreprise s'enrichisse en préservant l'environnement, ceci étant plutôt souhaitable. Le

retrait du sac à usage unique crée l'illusion de tournant vert. Chacun peut s'en flatter, s'y référer comme signe du changement des mentalités, alors que la culture de la pollution demeure intacte. Le retrait du sac crée une distraction, et a tout d'une arnaque. Il aura en effet été facile de légiférer ou passer du vœux au geste pour ce petit truc, mais voyez vous qu'en est-il de l'auto électrique, de l'économie « équitable », de l'assainissement de nos modes de vie ? Oui, des petits pas sont nécessaires, mais lorsqu'ils éclipsent l'urgence d'agir, ils deviennent plus dangereux que l'absence d'action.

Ainsi, je demanderai à l'épicier de verser tout l'argent du sac au compte de l'action préservatrice de l'environnement, ou de me remettre mon sac. En même temps, je demande au gouvernement et aux divers intervenants d'investir résolument dans un véritable tournant vert, et non plus uniquement dans des bonbons « verdâtres ».

35. Imbroglie souverainiste

5 juillet 2009, 12:02:54 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Malgré la crise, il faut rêver. D'ailleurs, la crise est le meilleur ingrédient du beau rêve, celui d'en sortir et renouer avec le beau temps. Nombreux sont cependant qui tendront à reléguer le rêve, certains rêves, au rang des gadgets. « Les temps sont difficiles, ce n'est pas le moment de parler d'identité, de souveraineté », signeront-ils. Il me semble pourtant qu'autant la dignité d'un peuple, sa souveraineté est importante. Et si donc la souveraineté devait faire partie de la solution à la crise !? Les solutions aux problèmes cruciaux de société sont humainement durables lorsque souveraines. Autant une cause souverainiste n'aurait meilleure argumentaire qu'en temps difficiles. Ceci m'amène à revisiter le rêve souverainiste québécois, d'hier et d'aujourd'hui.

Au Québec, il est curieux de constater que des convictions structurantes partagées, sont les mêmes qui nous opposent. Je prends l'exemple du respect entourant la mémoire de René Lévesque. Ancien ministre libérale, notre société hérite de lui la politique nationale de gestion publique des ressources naturelles (l'hydroélectricité notamment), le régime d'adoption, le régime d'aide aux familles monoparentales et celui d'assurance maladie universelle. Mais, Lévesque est davantage respecté comme illustre fondateur du Parti Québécois. Et qui sait quelle fut la vision politique à la naissance de ce parti et ce qu'il en est aujourd'hui ! Un autre exemple plus éloquent m'habite l'esprit, celui du statut de « nation » pour le Québec. Récemment, le premier ministre Harper a proclamé sa reconnaissance unilatérale de la nation québécoise, volant la vedette à Michael Ignatieff du Parti Libéral et à Gilles Duceppe du Bloc, à tous les autres politiciens des sphères fédérale et provinciale qui les ont précédés. Le fait « nation » n'est pas nouveau. Le Québec comme nation, aura généralement fait l'unanimité. Péquistes, libéraux et conservateurs l'ont toujours reconnu. A Québec, tous les élus siègent à l'Assemblée Nationale, et ce depuis plus de 40 ans. Ni au Québec ni au Canada, aucun gouvernement ne s'en serait offusqué. Parfois, le mot « nation » faisant peur, on lui préféra la désignation de « société distincte ». Tous les Québécois, voire les Canadiens, reconnaissent la spécificité québécoise, et tiennent à la sauvegarder. Aucun politicien ne prétendra détenir le monopole de la culture et de la défense de la nation québécoise. Paradoxalement, l'interminable combat souverainiste occulte cette réalité et projette l'image d'une profonde division entourant l'identité québécoise. Au fond, qu'est ce qui nous éloigne subtilement de l'unisson ?

Du Beau risque au flou risque.

Il y a en l'air un flou syntaxique dans l'espace de la conceptualisation de la cause souverainiste. Quand on n'est pas au Québec depuis plusieurs années, ou qu'on se fie aux médias pour se mettre au diapason des sensibilités politiques québécoises canadiennes, on est pas mal mêlé entre nationalistes, souverainiste, séparatiste, indépendantiste, autonomiste, fédéraliste,... Je peux même me hasarder et parier sur la confusion chez la majorité des Québécois, peu importe l'âge. René Lévesque, fondateur du PQ, était-il souverainiste, fédéraliste, séparatiste ? Père du « Beau risque », il en fut évincé. Selon lui, le projet de la souveraineté constitue la suprême police d'assurance du peuple, et il entendait l'exercer dans le cadre de la fédération canadienne. C'était l'esprit de la souveraineté-association. Il aura à la fin amorcé un virage pour une entrée honorable du Québec dans la constitution canadienne. Et si il n'y est pas parvenu, son désaveu par la base partisane et ses supers ministres n'a pas mis fin à la petite séduction, pas non plus à la grande. A moins d'un cataclysme, le Canada n'arrêtera sûrement pas de séduire le Québec.

De plus belles, les Québécois continuent de séduire le Canada, à l'instar des libéraux, des Adéquistes (autonomistes), etc. Et cela se fait dans un flou artistiquement bien entretenu d'une quête souveraine de la souveraineté. Comment concilier logiquement l'image et l'héritage de Lévesque avec la revendication irréversible des « indépendantistes » ?

L'expérience des référendums tenus par des gouvernements péquistes aura révélé le manque de clarté de la cause, de sa représentation. Qu'est-ce qu'un « Québec souverain » ? Est-ce une affaire de partis, d'un parti ? Est-ce que la souveraineté canadienne serait antinomique à la souveraineté des Québécois ? En d'autres mots, ne peut-on pas être Québécois, Canadien et souverain ?

A ses débuts, l'idée même balbutiante d'un Québec souverain, soulevait plus d'enthousiasme qu'à nos jours. Je crois d'ailleurs, si je ne me trompe, que la lueur se meurt au fil des ans. La cause souverainiste québécoise ne tient plus qu'à une base vieillissante, septénaire constituée des premiers routiers autour de Parizeau. On peut même dire que année après année, jour après jour, le mouvement s'éteint. Cependant, il sied de noter l'évidence que sans souverainistes il n'y aurait point de pays mais que sans souveraineté, il y aura toujours des souverainistes. Qu'est-ce que la « souveraineté » ?

A sa base, la souveraineté est un état d'esprit, d'estime de soi et de conviction d'être maître chez soi, de présider à ses destins. Elle ne se donne pas, elle s'impose ou se cultive. Au Québec, il est évident que des citoyens ont ce sentiment d'être souverains et d'autres y aspirent encore. Comment y parvenir ? Une seule voie mène à la souveraineté, la révolution. Elle sera mentale et tranquille, ou se fera par les armes dans le vacarme. Toute révolution tranquille se nourrit de sagesse et de cohérence visionnaire. Généralement, les temples religieux en constituent les pépinières. C'est d'ailleurs le cas des révolutions tranquille et souverainiste québécoises, nées des entrailles de l'Église catholique avec notamment les contributions du père Georges Lévesque des pères dominicains de l'université Laval, ou celles du frère mariste Jean-Paul Desbiens alias « Frère Untel ».

Pourquoi la flamme souverainiste ternit tant, au fil des temps ?

Le temps use les forces à la souveraineté et les transforme en freins à la souveraineté. Sevrée de l'emprise de son Église, la société québécoise s'est éloignée du temple et s'est privée de nutriments essentiels à l'inspiration révolutionnaire. Alors que ses temples logent des commerces et les universités demeurant largement ouvertes à la diversité, des médias s'offrent comme lieux d'exercice et d'entraînement de la pensée, de la sagesse, de la lucidité. Or, les médias sont comme les marchés d'armes, ça fait des bruits qui ne tuent pas mais qui usent nos sens. Ça parle, tout le monde parle mais personne n'écoute. Tout le monde a raison, et les oraisons volent dans tous les horizons. Car, on se croit en démocratie, la souveraineté revêt autant de sens qu'il y a de raison. Ainsi, on a l'air de semer à tous vents des idées peu précises et inconciliables de souveraineté « associative », souveraineté autonomiste, souveraineté indépendantiste et souveraineté séparatiste, etc. On perd de vue la Souveraineté, celle d'un grand peuple québécois et canadien.

Souvent, les « souverainistes engagés » torpillent le projet québécois de souveraineté. Ils sont les plus éloquents en critiques défaitistes, négatives. « Le peuple québécois est un peuple colonisé », par exemple martèlent-ils au passage, pour s'indigner du surplace ou du recul manifeste dans le mouvement. Ainsi, on les entend gémissant, pleurnichant, se lamentant, à

genou offrant des prières et des fleurs à des héros absents, partis trop tôt ou plutôt très vite pour laisser aux Québécois la liberté de présider à leur meilleur destin. La souveraineté grandit par la liberté. Liberté de pensée et d'action, liberté par les idées. Les idées négatives ne sont pas libres. Elles sont lâches. Gémir, pleurer, prier, se lamenter, tout est également lâche. Les idées libres sont celles de l'action, du changement et de l'avancement. On est libre d'imaginer qu'on peut avancer à reculons. C'est du choc des idées exprimées que jaillira la lumière souverainiste, souveraine.

Reconnaissance, ou plutôt conscience de souveraineté.

L'on sera souverain en affirmant son identité et garantissant l'acquis des moyens d'affirmation. Le concept de pays n'a pas le monopole sur la souveraineté. Dans une fédération d'états, le gouvernement central exerce la souveraineté collective de l'ensemble, mais chaque état exerce la souveraineté spécifique. Souveraineté et identité font la paire. Qu'est-ce qui nous identifie et nous définit une réalité distincte ? Tous les peuples ont comme ultime défi, la conquête et la sauvegarde du mieux être. Il existe un fond commun de repères, de valeurs et de moyens de ce mieux être. L'identité et la souveraineté en font partie. Mais, chaque peuple peut avoir des spécificités, des particularités qui lui confèrent contraintes et atouts qu'on ne saurait mieux optimiser que de l'intérieur. Le Québec est une société distincte, majoritairement francophone immergée dans un vaste océan nord-américain anglophone, qui en plus se distingue par l'usage du droit civil. Tous les politiciens sont unanimes, la spécificité québécoise appelle une spécification des politiques et moyens gouvernementaux pour garantir son épanouissement. Où que ça frictionne alors ? À mon avis, les divergences naissent à l'évocation des pouvoirs et de leur partage. Qui exercera quels pouvoirs, pour quel meilleur destin des Québécois ? Ainsi, on ne s'entendra pas à faire différemment, autant qu'à ne rien faire pour traduire en politiques la reconnaissance d'une nécessité également existentielle pour le Canada. Des Québécois ont construit le Canada, c'est leur fierté et notre héritage commun. Il faut beaucoup plus qu'un rêve, une démonstration que ce pays n'est plus viable pour le leur enlever. Peut-on les ignorer et imaginer le Canada sans le Québec, le Québec hors du Canada ? Ou mieux se représenter la province pleinement souveraine au sein du Canada ? Mais sauver simplement le Canada n'aurait aucun sens, plutôt rechercher l'optimum de la fonction de gouvernance du meilleur destin des populations, québécoises et canadiennes.

Le Québec est relativement plus souverain, que ce qu'un nouvel arrivant pourrait penser. Si le Québec n'a pas une armée, ce n'est guère une préoccupation des citoyens. Sur d'autres plans, le Québec exerce des pouvoirs de gouvernance pour l'économie, la santé, le droit civil, l'enseignement, l'immigration, etc. Même en matière culturelle et s'agissant de la protection de la langue française, spécificité existentielle de la nation québécoise. Les Québécois ont de quoi nourrir l'estime et la fierté nationale. Si le Canada est le Canada, c'est indéniablement par la contribution culturelle et politique du Québec. Des Québécois ont librement rêvé d'un grand pays, prospère, pacifique et humaniste, un pays de justice sociale et des droits civiques. Ils pouvaient bien se confiner à la province, mais ils ont rêvé plus grand.

Le Canada est une grande fierté québécoise, aussi serait grand le défi d'en faire prendre conscience et aux Québécois et aux autres Canadiens. Peut-on être souverain, québécois et canadien à la fois ? Qu'est-ce qui manque à nous jeunes générations pour poursuivre et parfaire ce que nos prédécesseurs ont si brillamment réussi ? Si nous avons peur de grands défis d'un pays en marche, comment réussirions-nous ceux d'un petit pays à inventer ?

Je meurs de soif de comprendre pourquoi devoir se séparer pour être « souverain ». Certains de mes amis parlent de déficit d'égards envers le peuple québécois du côté anglophone ! L'argument est de paille. Même au Québec, il y a et il y aura des déficits d'égards interculturels, quoiqu'on fasse pour inventer l'harmonie. Jusqu'où le pays sera émietté ? Plutôt prendre le taureau par les cornes, revigorer les instruments d'estime et de présidence des destins, et vendre le Québec au reste du Canada.

Justice et clarté.

Le principal défi de souveraineté est celui de sa clarté. Des politiciens parlent de « conditions gagnantes » et de référendum, langages codés que seuls les initiés déchiffrent. Fait-on la souveraineté par les initiés, ou par le peuple ? Nous sommes en démocratie, c'est-à-dire, « pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Les politiciens ont le devoir moral de mettre toutes les cartes sur table, afin que le peuple décide en sachant de quoi. Hélas, il semble que des « mini dictatures » infiltrent la démocratie.

A deux reprises, les Québécois ont été appelés aux urnes pour se prononcer. Par de minces majorités, le « non » aura remporté. A chaque fois, les « séparatistes » ont rejeté le verdict, promettant une prochaine chicane. Combien de majorité aurait-il fallu pour y mettre un terme et se concentrer aux défis du mieux être individuel et collectif ? Si les « séparatistes » peuvent ne pas concéder la victoire, pourquoi les fédéralistes donneraient-ils absolution aux souverainistes advenant une victoire à 51%, voire à 60% de vote à un futur référendum ? C'est en bref dire qu'on s'engage dans un giratoire référendaire, jusqu'à l'usure. « Quand les citoyens se lasseront de nous entendre, ils nous donneront la bénédiction sur un plateau d'argent », semblent jouer les « séparatistes ». Ça n'a rien de sportif ni de démocratique. Et c'est plutôt inquiétant.

Il y a quelques années, un politicien québécois a pris à son épaulement la sagesse de clarifier les conditions référendaires, chose que d'aucuns reconnaîtront essentielle et intelligente. Non seulement son idée est galvaudée, mais aussi lui-même est presque lapidé, sans débat aucun, sans état d'âme. Comment peut-on faillir de rendre justice, flirter avec des coups bas et se flatter de porter un rêve de Pays ? La souveraineté bien comprise du Québec passera par le respect des Québécois entre nous-mêmes, le respect de nos différences et nos divergences d'opinions ou de visions, pour autant que le meilleur du bien commun nous ressemble et nous rassemble.

Le fait français.

Au Québec, le Français constitue le rempart de la spécificité culturelle nationale. Mais le Québec n'est pas le seul endroit au Canada et en Amérique du nord où le Français vit. Au Nouveau-Brunswick, au Manitoba, en Louisiane, au Connecticut, Maine, Massachusetts, New Hampshire, Rhode Island, Vermont, etc., le Français vit le même défi existentiel qu'au Québec. Par quels moyens éviter la noyade de cette langue et la mort subséquente des peuples ?

L'on sera loisible et libre de penser à protéger notre belle langue par des blocs légalistes en béton, comme la loi 101. La loi est un parapluie. On y recourt lorsqu'il pleut trop fort. Déployer un parapluie quand il mouille ou à la vue d'un gros nuage, peut avoir un effet fragilisant. Il faut laisser au français l'espace vitale de séduire et grandir, s'affirmer et se faire aimer.

Les vrais défenseurs ou plutôt nourriciers du Français, choisissent cette langue pour s'exprimer. Ils donnent vitrine à sa beauté, à sa douceur, à la richesse d'imaginaires et à la sagesse de pensées dont elle assure la sauvegarde et la diffusion au-delà des nations et des générations. Les artistes, les médias, les conteurs, les auteurs, les éditeurs, les écoles, les bibliothèques, les temples, les clubs de jeux ou de langue, la famille, le livre, le loisir, les grands événements, les musées, l'outil intelligent, le mode d'emplois, etc.

Sur cet échiquier, le débat de l'affichage en est un faux. La langue est comme un numéro de téléphone. On a beau l'inscrire dans un bottin ou l'afficher sur la porte, le téléphone ne sonnera pas pour autant. Il faut sortir, parler aux gens et leur faire parler, et surtout leur donner le goût de parler. Quant au service en français dans des commerces, à Montréal ou à New York, il conviendra nettement mieux de promouvoir l'ouverture de magasins par des francophones. Ils sauront servir adéquatement une clientèle non francophone, et pourront par l'usage du français insuffler au voisinage tout l'avantage du bilinguisme, du multilinguisme.

36. Trop faible qualité de tests de cancer

30 mai 2009, 12:08:59 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Une autre brique du fleuron d'édifice national est tombée. À en croire l'étude privée du pathologiste Louis Gaboury, le génie québécois des tests de cancer n'est pas aussi blindé que nous aimons ou aimerions le croire. Non seulement il est défaillant en contrôle de qualité, mais aussi le serait-il en compétences par manque de moyens matériels adéquats, et humains.

Cette triste révélation dépasse le cadre de la santé. Par-dessus elle, d'autres failles pas moins inquiétantes apparaissent. En particulier, l'autodéresponsabilisation instinctive.

Au Québec, à la moindre fissure, le réflexe est d'indexer un coupable, avant même d'établir un diagnostic et un plan d'action. Par le même réflexe, il me semble que chacun tente de se mettre à l'abri de la critique, aidé ou non par ses semblables. Nul ne veut assumer le risque de perdre son gagne-pain. La maladie est d'autant plus grave qu'elle touche tout le monde. Comme tout le monde en est atteint, elle s'intègre à la normalité et donc devient une pathologie maligne.

D'où vient l'autodéresponsabilisation généralisée ? Nous sommes une société de moissonneurs-non-planteurs. Nous sommes comme des rois, habitués à tout voir fonctionner sans savoir d'où ça vient. Nous sommes habitués à tout avoir et aveuglés par l'abondance. Tout fonctionnait bien, du moins comme on le croyait, jusqu'à récemment. C'est ce que nous disons ou entendons dire. « Tout est sous contrôle, et nous sommes meilleures que... », croyions-nous hélas souvent, narcissiquement. Depuis, nous avons perdu le sens du souci, et le sens de l'initiative, et le sens de l'excellence. Pas étonnant que les organisations et les immobilisations s'écroulent et nous surprennent. Les ponts tombent, les voiries s'affaissent, des élèves décrochent, des usines ferment, des pandémies reviennent, etc.

A la vue de tout cela, médias et cadres s'accordent pour désigner le coupable : le gouvernement. Oui, il est fort plausible que les fonctionnaires et le gouvernement soient défaillants. Mais avant de questionner le gouvernement, j'interrogerai les gestionnaires, et les experts. Qu'ont-ils fait de leurs responsabilités et de leurs pouvoirs d'initiative ? Voudrions-nous tout centraliser et avoir un état central qui dicte tout de notre vie et comportement ?

Dans le cas présent, les critiques devraient sérieusement interroger les fournisseurs de services qui de mon point de vue sont les premiers responsables. Un soldat qui va au combat sans chaussures ne peut pas blâmer son commandant et espérer se blanchir. Quand il y a des ressources essentielles à l'efficacité d'un service, on ne peut pas s'accommoder d'en manquer.

Un autre aspect qui m'intrigue au plus haut degré, c'est le fait qu'une étude d'une portée publique, avec des conséquences aussi gravissimes ait été communiquée aux médias pour en faire un scoop, plutôt que d'alerter rigoureusement et immédiatement le gouvernement. En choisissant d'aller en exclusivité vers les médias, on peut comprendre autrement que sa préoccupation première ait été autre que la santé des gens. Un coupable est dans la mire, l'on le réserve aux tireurs d'élites. Ça n'a pas bon sens !

L'autre fissures inquiétante, concerne le cadre d'intérêts du bailleur de fonds et commanditaire de l'étude. Que l'étude soit financée par un laboratoire pharmaceutique privé impliqué dans la

médecine contre le cancer, ce n'est guère rassurant. Dès l'instant que la qualité des tests est mise en cause, il devient quasi impensable d'interroger l'efficacité d'un médicament qui coûte aussi cher que le salaire moyen de toute une année. Peut-on ici aller au fond des choses, pour peu que l'opinion publique est de la partie. C'est ce qui m'inquiète et me pousse à refuser d'accueillir ces tristes révélations sans interroger la validité et l'éthique de l'étude. Pussions-nous vaincre l'inquiétude en nous et qui assaille les victimes ? Le ministre Bolduc ne pouvait mieux faire que d'urgenter un processus de validation de l'étude et de définition des axes d'actions. Une autre axe à ne pas oublier, c'est la responsabilisation des intervenants, pathologistes, médecins et médiats de façon qu'on n'évite les gaspillages d'énergies et de ressources dans des verbiages sensationnels qui profitent à d'autres que les patients.

37. Morale du cours d'éthique et de l'histoire de la religion.

27 avril 2009, 08:02:45 | François Munyabagisha - Tribune libre de Vigile

Ils ont en très grand nombre fait le déplacement de Drummondville ce samedi 25 avril. De diverses régions et de différentes religions, de diverses souches et couches, diverses cultures et races. Ils ont noblement défilé sous un soleil tropical dans quelques rues de notre paisible petite ville, ceinturant le Palais de Justice. Ici prochainement un parent viendra se faire valider pour lui et la société, le droit de soustraire son enfant du cours général d'éthique et de d'histoire des religions. Je les ai suivis, je les ai observés, je leur ai ouvert ma fine oreille. Ils étaient super énergisés, hyper harmonisés. La Coalition pour la Liberté en Éducation donne le ton : « Pas de cours de cultures religieuses assorti d'obligation ». Mais le gouvernement avec « les deux mains sur le volant » ne semble pas vouloir écouter. La course s'annonce longue.

A Drummondville, ville des drums et des rencontres multiculturelles, les tambourins auraient pu convaincre. On aura rarement vu les ministres du Dieu unique se mettre au diapason. Le seul bémol si fausse note était, c'est que loin du défilé et du parc de la paix où la marche a éclo, la cause est demeurée morte. Les participants ont marché pour eux, et pour les médias. Drummondville me semble n'avoir été mis au parfum que par le télé journal. Oui, ce sont les médias que la marche ciblait, répondront les organisateurs, afin de leur faire parler de la question. C'est cela qui est justement problématique. Pourquoi devoir marcher pour faire valoir la raison ? Notre société accuse manifestement un important déficit d'écoute et de morale. On en est venu à ce que les lois encadrent et défendent la morale, supposée guider l'esprit des lois. Ca n'a pas bon sens !

Ils ne m'ont pas convaincu, d'une part la morale d'une marche n'est pas éthique, pour l'enjeu grand de taille, d'autre part. En filigrane, je vois le rôle des politiciens et des médias. Ces derniers sont acteurs omniprésents, en amont, en aval et dans les rapides. En particulier, les médias aident à amplifier, à multiplier la visibilité d'une manifestation, au point qu'on peut croire que toutes les rues, toutes les habitations, toutes les villes sont au pas. Or, il se peut qu'à égale mobilisation, une manifestation en faveur du cours pourrait attirer autant si pas plus d'affluence. Pour différentes raisons, les gens manifestent sans communion d'oraison. Hélas assez souvent après avoir insufflé des choix raisonnés, la majorité devient silencieuse et laisse la minorité non convaincue investir les places publiques pour réclamer le statu quo sinon un retour en arrière, sans obligations d'argumentation. Et souvent nos élus cèdent aux moifs émotifs, non rationnels, pour au premier plan éviter la confrontation et veiller au grain du vote. Ainsi des cycles se succèdent, sur place dans tous les sens. Inquiétant, n'est-ce pas, de se savoir gouverné depuis la rue, plutôt que par la lumière. Seuls y gagnent à court terme médias et précédents perdants du damier politique.

Par ailleurs, la problématique est complexe. Rappelons que l'école publique québécoise est laïque, qu'il a acquis ce statut après qu'il ait été confessionnelle il y a quelques décennies. Cette laïcité récolte l'adhésion de la très large majorité, au sein de notre société. Ni le gouvernement, ni les religieux, ni les croyants encore moins les athées voudraient le mettre en péril. Où se trouve alors le bug, et pourquoi manifester, ou ne pas manifester ?

L'éducation ou l'enseignement des valeurs constitue indéniablement le pilier de l'harmonie sociale. Ce qui manque de consensus, c'est la définition et l'hierarchisation des valeurs.

Certains parleront de paix, de compassion, d'altruisme, de simplicité, d'intégrité, d'amour, de foi, etc., d'autres citeront la loi, les droits, les libertés, les responsabilités, les loisirs et les plaisirs, et le rêve de l'abondance. Ces divergences de perceptions sont prises en charge par les libertés d'association et de religion, qui ne sont ni extravagantes ni contestées. A noter que la laïcité est en soit une forme d'œcuménisme religieux. C'est la tribune commune à toutes les croyances, fondée sur la foi en l'égalité de tous devant le bon sens et le dieu « Loi ». Elle réconcilie les religions, dans le respect de leurs différences dogmatiques. Ainsi, l'école publique sera un lieu neutre, apolitique et areligieux, milieu de vie et d'apprentissage propice à l'épanouissement non différentiel de tous, élèves, enseignants et personnels associés. Ceci semblait solidement acquis et irréversible. Quid alors de la fronde ?

L'imposition et la contestation d'un cours élémentaire d'histoire des religions cachent un profond malaise à double fond. Au premier plan, j'entrevois l'entrée du cours par la brèche frayée par l'explosion et les ondes de choc de la récente bombe des « désaccommodements ». Peut-être l'idée faisait son chemin depuis fort longtemps, alors ce fut l'occasion en or de faire fondre le fer pour y glisser le clou. Ou alors elle aura germé précipitamment sur un terreau en serre. On le sait, des frictions enregistrées ont pris l'amplitude de la démesure médiatique. On a vite conclu à l'urgence d'une éducation à la diversité religieuse dès le bas âge. Mais là où le bas blesse, c'est qu'ici on adresse la médecine aux jeunes esprits en pépinière, plutôt que de soigner les gros arbres aux fruits pourris. Il aurait fallu administrer une bonne cure de désintoxication des médias qui presque tous carburent aux drames. Il aurait fallu répondre aux besoins des adultes qui somme toute sommes bourrés de préjugés. Si le savoir vivre et laisser vivre est la cible de la stratégie par ce cours, on fait fausse route en voulant formater l'esprit critique des jeunes par l'imagerie religieuse. Car, les croyances religieuses ne sont ni les seules ni les plus à risques des différences. Sur l'autre plan, c'est l'illusion de clarté de la laïcité, ou de consensus de rejet de la moralité. Ainsi, laïcs et areligieux on est allergique à tout ce qui évoque la « morale ». On berce la crainte d'un retour par la petite porte des endoctrineurs religieux. Mais on est tous d'avis que la bonne santé d'esprit est essentielle à l'harmonisation des rapports sociaux, et que l'éducation aux valeurs ou l'enseignement moral lui est mère nourricière. De quel contenu, par qui et quels moyens assurer et soutenir ce précieux développement mental des jeunes ?

Le gouvernement et la population sont conscients de ce que l'éducation n'est pas réductible à l'instruction. Certains croient et considèrent que le développement moral doit être imparti aux parents et aux organisations confessionnelles, que la morale n'a pas sa place dans des salles de classe. « Je ne veux pas que mon enfant fasse un cours de religion », considère un parent. Pourquoi, pour qui ? Il me semble que souvent nous les parents, oublions que les enfants ne nous appartiennent pas, que nous les aimons et les éduquons pour eux et pour la société de demain. Qu'est-ce qui est bon pour cette société dont nous assurons la tutelle ? Nous voulons sortir la morale de l'école, cependant le déficit de confiance envers l'ordre religieux et l'écart volatile de capacités parentales ne permettent pas de garantir à tous les enfants l'accès aux bons nutriments moraux, sans arbitrage gouvernemental. Le cours d'éthique répondrait-il à cette préoccupation ?

L'offre d'enseignement de l'histoire des religions qui n'est pas un cours de religion, suppose que le risque d'écoeurements inhérent à l'ignorance et aux préjugés, se résorbera par la magie du savoir. Or c'est plutôt le savoir être, le savoir vivre qu'il faut soigner. Et l'état n'en est pas capable. On n'a qu'à voir l'inflation des barèmes de pénalités d'infraction au code de la route, par exemple. Si l'État savait éduquer, les records d'infractions et les taux de sanctions iraient en

diminuant. Mais voici que pour faire rêver de résultats encourageants, l'on doit mettre la police partout. Vers quelle société allons-nous dans la laïcité sans balises autorégulatrices ? Il y a manifestement un énorme déficit de la morale. Qui relèvera le défi, alors que ni les religieux, ni les politiciens ni les journalistes n'inspirent confiance à une majorité stable et convaincante ?

Chose évidente, informer assez tôt et démystifier les codes de la différence n'est pas un substitut parfait à l'éducation morale. Les deux sont plutôt complémentaires. L'école doit pouvoir éveiller et aiguïser l'esprit critique, installer à temps les amortisseurs de la pensée contradictoire, pour prévenir les excès d'endoctrinement et les risques d'intégrismes. Il revient par contre aux parents et religieux d'organiser la transmission des valeurs morales.

Rien ne justifierait donc que les manifestants soient sur les nerfs. Mais ils ont de bonnes raisons d'être alertes et s'inquiéter. Depuis que les temples ont été désertés, des mass médias de tout acabit ont pris la place et n'ont pas fait mieux sur le plan du développement moral, humain. On reconnaîtra que les médias peuvent contribuer significativement à l'éducation aux valeurs. Mais c'est une question de direction et de culture. Ne devrait-on pas offrir un cours d'éthique et d'histoire des différences et de la diversité au monde médiatique avant de surcharger les jeunes génies sans maturité de jugement ? Aussi, ne serait-ce pas plus justifié de faire valoir le mérite de l'enseignement moral à bénéficiaire de l'appui politique et financier de l'état, comme c'est le cas pour le cours d'éthique de d'histoire religieuse ?